

CAFÉ

Au Mexique, la colère gronde contre Nestlé



Grâce à vous!

Les analyses et les reportages publiés dans ce magazine, ainsi que le travail de recherche et d'enquête sur lequel ils sont basés, ne seraient pas possibles sans le soutien de nos membres, donateurs et donatrices.

Si vous êtes déjà membre, nous vous en sommes très reconnaissant-e-s. Vous pouvez également nous soutenir en offrant une cotisation à vos connaissances.

publiceye.ch/cadeau

Si vous n'êtes pas encore membre, nous vous invitons à adhérer à Public Eye pour 75 fr. par an. Vous recevrez ainsi régulièrement notre magazine.

publiceye.ch/membres

Pour en savoir plus sur notre travail, commandez gratuitement un abonnement à l'essai.

publiceye.ch/abo-essai

ÉDITION

Ariane Bahri (FR) et
Romeo Regenass (DE)

TRADUCTION ET RÉDACTION

Géraldine Viret et Maxime Ferréol

MISE EN PAGES & INFOGRAPHIES

opak.cc

PHOTO DE COUVERTURE

Damián Sánchez

IMPRESSION

Stämpfli Communication, Berne
Rebello & PerlenValue, FSC

TIRAGE

FR: 10 950 ex. / DE: 30 100 ex.

ISSN

ISSN 2504-1258

CONTACT

Public Eye
Avenue Charles-Dickens 4
CH-1006 Lausanne

Tél. +41 (0)21 620 03 03

contact@publiceye.ch
publiceye.ch

Paraît six fois par année
en français et allemand.
Cotisation-abonnement
annuelle 75 fr.

COMPTE DE DONNS

IBAN CH64 0900 0000 1001 0813 5



Nestlé et le pouvoir de la communication

Vous aussi, vous voulez rendre le monde meilleur? Eh bien, il vous suffit pour cela d'attendre patiemment en buvant du Nescafé. C'est en tout cas ce que suggère Nestlé sur le site internet de sa principale marque de café. Et le groupe ne lésine pas sur les belles promesses: il affirme qu'à partir de 2025, 100% de son café sera produit de «manière responsable».

En février, nous avons rencontré des caféiculteurs et caféicultrices qui produisent presque exclusivement pour Nescafé dans la région du Soconusco, au Chiapas, dans le sud du Mexique. Grâce à des recherches approfondies, dont nous présentons les résultats dans ce numéro et dans un rapport complet, nous savions déjà qu'à travers le monde, une grande partie des producteurs et productrices de café vit dans la pauvreté. Mais nous ne pouvions pas savoir qu'au moment où nous commençons notre enquête sur place, un mouvement de révolte était en train de naître au Chiapas contre la politique de prix désastreuse de Nestlé.

Les efforts de marketing de Nestlé autour du café sont un exemple parfait du pouvoir de la communication. Alors que le monde paysan lutte désespérément pour faire entendre sa détresse au géant mondial de l'agroalimentaire, celui-ci a visiblement réussi à se forger une image en terme de durabilité dans le domaine du café, son principal secteur d'activité. On entend souvent à ce sujet: «Au moins, par rapport aux autres, Nestlé fait quelque chose.»

En effet, Nestlé fait quelque chose. Mais si la multinationale se targue sans cesse de tout le bien qu'elle prétend apporter aux caféiculteurs et caféicultrices, la réalité est tout autre dans les plantations que nous avons visitées. Le géant veveysan affirme dans ses publicités Nescafé qu'il souhaite utiliser son envergure internationale pour agir positivement. Mais malheureusement, au Chiapas comme ailleurs, Nestlé profite surtout de son pouvoir pour acheter le café le moins cher possible, avec des conséquences désastreuses pour les exploitant-e-s agricoles et leur personnel.

En réaction à un article récemment publié en ligne à propos des nouvelles capsules Nespresso prétendument durables, on pouvait lire dans un commentaire: «Ce n'est qu'une fois que l'agriculteur pourra vivre décemment, envoyer ses enfants à l'école et se payer des vacances que nous pourrions commencer à parler de l'emballage du café.» On pourrait ajouter: «... et de l'idée que boire du café de Nestlé peut rendre le monde meilleur.» Car tant que la communauté agricole restera emprisonnée dans la pauvreté, les promesses de durabilité ne seront rien d'autre que du greenwashing, et ne serviront avant tout qu'à faire grossir les bénéfices de Nestlé – sur le dos des caféiculteurs et caféicultrices.

Carla Hoinkes, spécialiste agriculture et alimentation
Florian Blumer, enquêteur



04 **Comment Nestlé conduit les producteurs de café mexicains à la ruine**

Le Plan Nescafé promet aux caféiculteurs et caféicultrices un revenu plus élevé et une vie meilleure. Mais comme le montre notre reportage au Chiapas, la communauté agricole est en colère et se soulève contre Nestlé.

15 **Le Plan Nescafé ou la fable du café durable**

Dans le cadre du Plan Nescafé, Nestlé promet de ne vendre que du café produit de manière « responsable » d'ici à 2025. Nous avons enquêté sur ce programme et avons interrogé des producteurs et productrices au Mexique et au Brésil. Leurs témoignages dressent un tableau affligeant.



24 **Les fausses promesses de durabilité du géant de la mode en ligne Shein**

Deux ans après nos révélations sur les conditions de travail déplorables dans la production du géant de la mode chinois Shein, le quotidien des couturières et couturiers n'a guère évolué.

30 **Nestlé ou les recettes d'un scandale mondial**

Notre enquête parue en avril dernier a révélé le double standard de Nestlé en matière de sucre ajouté dans les aliments pour bébés vendus sur ses différents marchés. Reprise par des médias du monde entier, elle a suscité une vague d'indignation.

32 **Le libre-échange au détriment des droits humains**

La Suisse et l'AELE vont de l'avant dans leurs accords de libre-échange avec l'Inde et les pays du Mercosur. Les droits humains et de l'environnement sont eux laissés de côté. L'UE montre qu'il pourrait en être autrement.

34 **Quand les entreprises font de la politique**

La Suisse n'assume pas ses responsabilités dans la lutte contre l'emprise des entreprises (ou *corporate capture*). Il est urgent qu'elle agisse sur le plan réglementaire, qu'elle instaure plus de transparence et qu'elle limite efficacement l'influence des multinationales.



Comment Nestlé conduit les producteurs de café mexicains à la ruine

Nestlé est le numéro un mondial du café. Le géant suisse de l'agroalimentaire a également pour ambition de devenir le leader du secteur sur le plan éthique. Sa promesse: dès 2025, son café proviendra à 100% d'une production «responsable». Pourtant, Nestlé cherche à obtenir les prix d'achat les plus bas, en particulier pour son café soluble. Cette politique d'approvisionnement agressive a des conséquences dramatiques pour les agriculteurs et agricultrices, comme le montre notre enquête dans la région du Soconusco, dans le sud du Mexique où la colère gronde contre Nestlé.

REPORTAGE : FLORIAN BLUMER, CARLA HOINKES, MARIANA MORALES



© Dominián Sánchez

Eduardo Camarena, cultivateur de café dans l'État mexicain du Chiapas, a dû faire face à plusieurs coups du sort dans sa vie personnelle. Il a également rencontré des problèmes dans sa *finca* (sa ferme) : les plantes ne voulaient pas pousser correctement ; il a dû affronter une sécheresse. Jusqu'à ce qu'un jour, on lui propose de participer au Plan Nescafé. « Cela a été la meilleure décision de ma vie », s'enthousiasme Eduardo, tout sourire dans une vidéo promotionnelle de Nestlé. Les agronomes de la multinationale lui auraient appris à gérer son entreprise et à améliorer ses récoltes. Il dit même être devenu une meilleure personne. Et le plus important : « Je peux désormais tenir la promesse faite à mon grand-père, aujourd'hui décédé, et continuer à exploiter la ferme familiale. »

Le 15 février 2024, soit neuf ans après le tournage de cette vidéo, nous sommes sur la *Ruta del Café*. Quelque 200 agriculteurs et agricultrices de la région caféière du Soconusco ont fait un rassemblement, ce matin-là, pour bloquer la route à l'extérieur de Tapachula, son chef-lieu. L'objet de leur colère s'affiche en toutes lettres sur une banderole : « Nestlé, entreprise sans éthique, appauvrit le Chiapas. » Une autre revendique : « Si la pauvreté est un

fait, manifester est un droit. » Eduardo Camarena se tient devant des sacs de café estampillés « Plan Nescafé », en feu. Il a perdu son sourire et crie : « Plan Nescafé – pur mensonge ! » Pourquoi un tel revirement ?

Une grande promesse

Pour le comprendre, nous retrouvons Eduardo sur la *Ruta del Café*, à une heure environ de Tapachula, là où une petite route poussiéreuse, bordée de blocs en pierre, mène à sa *finca*, appelée *El Capricho*, une exploitation de café de taille moyenne qui compte 70 hectares. Dans son véhicule tout-terrain, plus tout neuf mais adapté au terrain, il se met à nous raconter : « Le gros problème dans cette région, c'est qu'on est tous passés de l'arabica au robusta. Il y a 14 ans, des agronomes de Nestlé sont arrivés avec une proposition. Ils nous ont expliqué que si on se reconvertisait dans le robusta, ils nous soutiendraient avec des plantes à haut rendement et des formations. Qu'on pourrait doubler nos revenus. »

Le robusta est la sorte de café utilisée par Nestlé, principalement pour fabriquer son café soluble Nescafé. Il s'agit d'un marché en plein essor. Les variétés de robusta sont généralement plus résistantes et plus faciles à entre-



1. Dans la vidéo publicitaire de Nestlé, le producteur de café Eduardo Camarena décrit sa participation au Plan Nescafé comme « la meilleure décision de [sa] vie ».
2. Eduardo Camarena dans son exploitation *El Capricho*. L'enthousiasme initial s'est transformé en déception.
3. Les photos d'Elmar Morales et de sa mère sur des bocaux de Nescafé, encore tout sourire à l'époque.

tenir que celles d'arabica. Mais considérées comme étant de qualité inférieure, elles sont vendues à des prix plus bas.

« Nous sommes esclaves de Nestlé »

À mi-chemin de la ferme d'Eduardo Camarena, nous rencontrons un groupe d'hommes, tous de petits producteurs qui exploitent 2 à 3 hectares de terre, comme la grande majorité des producteurs et productrices de café de la région du Soconusco et du monde entier. Eux aussi sont passés au robusta. Leur colère est manifeste : « Nous vivons du café, nous avons des familles à nourrir ! Mais avec le prix que Nestlé nous paie, le compte n'y est pas », explique l'un d'eux. « En réalité, nous sommes esclaves de Nestlé. »

Depuis le passage au robusta, tous se retrouvent dans une situation de dépendance totale envers le géant agroalimentaire veveysan. Certes, les agriculteurs et agricultrices n'ont pas l'obligation de vendre à Nestlé, mais il n'y a pratiquement aucun autre acheteur pour leur café robusta dans la région.

Nestlé n'achète pas le café directement aux producteurs et productrices, mais par le biais d'entreprises de négoce intermédiaires qui leur achètent les cerises de café séchées pendant la période de récolte, d'octobre à mars. À Tapachula, il s'agit principalement de Casemex, EGOS et Merino. Les paysans qui possèdent de grandes exploitations, comme Eduardo Camarena, les livrent dans les entrepôts de ces entreprises ; tandis que les petits paysans les vendent à la ferme, à des intermédiaires appelés « coyotes », qui organisent le transport vers les entreprises de négoce intermédiaires. Là, les cerises sont décortiquées, puis revendues à Nestlé. Comme nous l'a confirmé un représentant d'EGOS, le café acheté est intégralement destiné à la multinationale.

Après trois ans de Plan Nescafé : « La fête est finie ! »

Une fois arrivés à la *finca* d'Eduardo, il nous montre ses documents du Plan Nescafé : la liste des conditions qu'il doit remplir dans le cadre du système de certification 4C (voir encadré à droite et la page 22) ; des documents distribués dans le cadre de la formation qu'il a reçue ; des photos de classe. « Ici, c'est la première génération de l'école Nescafé », explique-t-il en désignant l'une d'elles. On le voit avec ses 54 camarades de classe, originaires de tous les États du sud du Mexique. Pendant trois ans, il a suivi des cours et a reçu des plants de café de la part de Nestlé. Des agronomes de Nescafé sont venus lui donner des formations dans sa ferme, et il a même eu la visite des directeurs de Nestlé depuis la Suisse. « Et puis un jour, voilà... », dit-il avec une pointe de sarcasme, « la fête est finie ! »

Le producteur a investi beaucoup d'argent pour transformer sa ferme afin de respecter les exigences de la certification 4C en matière de conditions de travail et d'environnement. Mais avec les prix qu'il touche actuellement pour son café, impossible de s'en sortir : « Même

sans les engrais coûteux, les coûts de production reviennent à près de 30 pesos par kilo. Mais Nestlé me paie moins que ça.» Les cours dispensés par la multinationale s'intitulaient «Création de valeur partagée dans l'entreprise de café». Ils visaient à former les agriculteurs et agricultrices à l'entrepreneuriat, avec la promesse que tous et toutes en profiteraient. Pour Eduardo, le constat est amer : «Ils n'ont pas tenu leur promesse.»

Elmar Morales partage l'expérience d'Eduardo Camarena. Ce producteur de café vit avec sa femme, ses deux jeunes enfants et ses parents dans la *finca* familiale. Lui aussi a cru les promesses de Nestlé. En 2012, il a fait partie de la «deuxième génération» de cultivateurs du Plan

Nescafé. Aujourd'hui, il n'en garde que colère et frustration. Un point en particulier reste très sensible : le fait que son visage et celui de sa mère aient été utilisés sur des étiquettes Nescafé affirmant que boire ce café permettait d'aider les paysans et paysannes du Chiapas à avoir une vie meilleure.

Fin janvier 2024, Elmar Morales, Eduardo Camarena et bien d'autres encore se sont réunis pour faire part de leur mécontentement aux médias locaux. Dans une lettre de protestation adressée à Nestlé, ils se sont plaints que le prix versé pour leur café – 26 pesos mexicains par kilo – était bien trop bas. Leur demande : 35 pesos (1.80 franc, selon le taux de change de février 2024), le minimum pour pouvoir couvrir les coûts de production. →

Chiapas et Soconusco

Le Chiapas, dans le sud du Mexique, est à la fois le plus grand producteur de café et l'État le plus pauvre de ce pays d'Amérique latine. Quelque 180 000 agriculteurs et agricultrices y produisent près de 40 % du café mexicain. Selon les données de l'Organisation internationale du café (ICO), le Mexique était le huitième producteur mondial de café pour la saison de récolte 2022/2023, avec environ 250 millions de kilos de café vert.

La région du Soconusco est connue pour son café arabica de grande qualité, qui pousse particulièrement bien grâce à des conditions climatiques idéales ainsi qu'à la terre volcanique fertile. Dans tout le Mexique, les variétés d'arabica sont traditionnellement cultivées sous des arbres d'ombrage, ce qui réduit la déforestation et favorise la biodiversité. La production est souvent biologique. Nestlé, en collaboration avec le gouvernement mexicain, encourage toutefois la culture du robusta, qui, contrairement à l'arabica, n'a pas besoin d'ombre. Au niveau mondial, près de 70 % du café robusta provient d'une production intensive à bas coût, et en partie mécanisée, au Vietnam et au Brésil.



Le Plan Nescafé

La première édition du Plan Nescafé a été lancée en 2010 au Mexique, aujourd'hui le troisième pays fournisseur de café de Nestlé. Le géant agroalimentaire promettait d'investir, sur une période de dix ans, 350 millions de francs dans ce programme au niveau mondial afin d'améliorer la création de valeur « tout au long de la chaîne d'approvisionnement du café, du producteur jusqu'au consommateur, en passant par nous », selon les propos de Paul Bulcke, à l'époque directeur général de Nestlé. La distribution de variétés de robusta à haut rendement, accompagnée de formations en entrepreneuriat et en agronomie devaient permettre d'augmenter la productivité. En 2022, soit douze ans après son lancement, Nestlé annonçait avoir distribué plus de 40 millions de plants rien qu'au Mexique, et que le Plan Nescafé allait se poursuivre en mettant l'accent sur une agriculture respectueuse du climat.

Le café acheté de manière « responsable » dans le cadre du Plan Nescafé doit répondre aux exigences de durabilité de la certification 4C (*Common Code for the Coffee Community*). Ce standard sectoriel, cofondé par Nestlé, ne va guère au-delà des exigences légales, et ne prévoit pas le versement obligatoire d'une prime aux producteurs et productrices certifié.e.s.



Au Chiapas, les cerises de café sont récoltées à la main.

Le prix actuellement payé est largement inférieur à celui de l'année précédente, et ce malgré le fait que le cours du robusta à la Bourse de Londres, qui fait référence au niveau mondial, ait augmenté de 50 % durant la même période pour atteindre son niveau le plus élevé depuis trente ans. Nestlé déclare pourtant fixer ses prix en fonction de l'évolution sur les marchés internationaux. Les producteurs et productrices de café expliquent aussi que, par le passé, un prix bas en Bourse a souvent été invoqué pour justifier le faible montant qui leur était concédé. Mais maintenant que le robusta se vend à un prix élevé en Bourse, cette référence ne semble plus jouer aucun rôle.

Cette situation est d'autant plus difficile que les familles agricoles doivent faire face à des coûts de production et des coûts de la vie en forte augmentation. Celles et ceux qui en avaient les moyens ont par conséquent attendu avant de vendre leur café, dans l'espoir d'obtenir un meilleur prix. Mais beaucoup ont dû vendre dès le début de la récolte car cet argent était nécessaire pour financer les suivantes.

Selon les cultivateurs et cultivatrices, il faudrait 40, voire 50 pesos pour vivre dans de bonnes conditions, mais de tels prix semblent aujourd'hui totalement illusoire. Une agricultrice le formule ainsi : « Nous ne demandons pas les perles de la Sainte Vierge ! Juste un prix qui nous permette de vivre dignement. »

En réponse à la lettre de protestation qui lui a été adressée, Nestlé déclare simplement que le prix ne relève pas de sa compétence. Le message : pour ce type de revendications, merci de vous adresser aux entreprises intermédiaires locales.

Le matin du 5 février, 25 producteurs et productrices de café se retrouvent donc devant la porte de Casemex pour se plaindre. Elmar Morales prend la parole : « À l'école Nescafé, ils nous ont appris à doubler la production. Puis ils nous ont laissés tomber. Ils nous ont enseigné des valeurs, des principes, une éthique. Où est passée toute cette belle théorie ? » Le patron de l'entreprise, un peu pâle, les écoute patiemment, puis confirme ce que toutes les personnes présentes savent depuis longtemps : il n'a aucune influence sur les prix, qui sont fixés par Nestlé. Il promet toutefois de transmettre la requête des protestataires à la multinationale et de reprendre contact dès qu'il aura reçu une réponse.

« Le café des pauvres »

Quelques jours plus tard, nous sommes dans un taxi avec Octaviano Morales Salas, en route pour Villaflor, à une heure et demie environ de Tapachula. Le district compte 320 propriétaires terriens, explique le septuagénaire, qui exploitent entre un demi-hectare et 15 hectares de terre. Ils vivraient tous du café robusta produit pour Nestlé. « *El café de los pobres* » : le café des pauvres, comme l'appelle Morales Salas.



Une fois récoltés, les fruits sont séchés, mis en sac et préparés pour le transport vers des intermédiaires.

Ce jour-là, Villaflor accueille une *junta*. Il s'agit d'une réunion bimensuelle où les représentant-e-s des villages environnants se rassemblent pour discuter de leurs préoccupations et prendre des décisions. Aujourd'hui, le prix bas du café figure à l'ordre du jour. Une quarantaine de personnes arrivent peu à peu dans la salle communale. Morales Salas prend la parole pour parler des conséquences néfastes de la politique de prix menée par Nestlé. « Comme il n'y a plus rien à gagner avec le café, les jeunes partent aux États-Unis. Rien que dans notre commune, 180 jeunes ont déjà émigré. Qui va continuer à cultiver nos terres ? Nous sommes pris à la gorge. Nestlé s'en met plein les poches, pendant que nous vivons dans la pauvreté. »

Après la réunion, Morales Salas nous explique que, pour la plupart des paysans et paysannes de la région, participer à la certification 4C est trop onéreux, car les conditions à remplir entraîneraient des coûts élevés. En théorie, Nestlé paie 1,20 peso (6 centimes) de plus par kilo pour le café produit selon les standards 4C. Mais même ce modeste supplément reste théorique. Dans la pratique, les acheteurs feraient baisser les prix en se plaignant de la qualité. Vendre à un « *coyote* » resterait donc l'option la plus souvent choisie. Si ces intermédiaires au surnom évocateur ne paient pas un bon prix, ils n'imposent pas de conditions concernant la production. Bon nombre de petits producteurs et productrices dépendent des « *coyotes* », auprès desquels ils sont contraints de contracter des

dettes, à des taux usuraires. Comme l'argent tiré de la vente du café ne suffit pas pour tenir jusqu'à la prochaine récolte, et que la plupart n'ont pas la possibilité de gagner un revenu complémentaire, la nourriture, dès juillet-août, commence à se faire rare sur la table.

Il est par ailleurs intéressant de noter que du café produit de manière conventionnelle semble également atterrir chez EGOS, Casemex et Merino via les « *coyotes* ». Ces entreprises devraient pourtant garantir que le café qu'elles achètent soit certifié 4C. Car en tant qu'« unités 4C », elles dépendent directement de Nestlé, et sont responsables de la mise en œuvre du standard de durabilité dans les exploitations agricoles où le géant agroalimentaire s'approvisionne.

Nous avons voulu confronter les entreprises de négoce intermédiaires ainsi que les bureaux de certification 4C à ces accusations. Mais nos demandes sont restées sans réponse, malgré plusieurs relances. Nestlé n'a pas non plus répondu à nos questions sur ce sujet.

Aux bas prix viennent s'ajouter de nombreux autres problèmes pour les producteurs et productrices de café du Soconusco. Les invasions de champignons et de parasites réduisent souvent leurs récoltes. De plus, les conséquences du dérèglement climatique sont de plus en plus manifestes. Selon leurs estimations, le manque de précipitations a entraîné, en 2023, une baisse de 10 à 15 % des récoltes. Il faut également faire face à une grave



Marbella Salas montre les plants qu'elle a reçus de Nestlé.

pénurie de main-d'œuvre pour la récolte du café et l'entretien des plantations. Les ouvriers et ouvrières agricoles viennent généralement du Guatemala tout proche, où la pauvreté est encore plus grande. Ils gagnent l'équivalent de 10 francs par jour, mais un peu plus au moment de la récolte, lorsque la rémunération dépend de la quantité de cerises de café cueillies. Mais cela reste un montant que les caféiculteurs et caféicultrices arrivent tout juste à payer et qui suffit à peine pour vivre. Rien que la tortilla, l'aliment de base, coûte aujourd'hui 1.30 franc le kilo au Chiapas. Et le cours du peso mexicain est actuellement si bas que venir travailler ici ne vaut plus vraiment la peine pour les Guatémaltèques. Beaucoup préfèrent de toute façon tenter leur chance dans le nord du pays ou aux États-Unis.

Trimer dur dans un paradis tropical

Nous nous rendons avec Marbella Salas et son mari Luis Figueroa à leur *ranchito*, comme elle appelle leur exploitation de café de 5 hectares. Marbella pointe du doigt une série de plants mesurant toutes à peine 1 mètre de haut : « Ce sont des clones de Nestlé. » L'agricultrice remplace de plus en plus souvent ses plants traditionnels par des obtentions potentiellement plus productives. Elle explique toutefois qu'un grand nombre de producteurs et productrices de café de la région préfèrent les plants traditionnels. Les raisons évoquées : les plants de Nestlé ne donnent que peu de fruits s'ils ne sont pas fertilisés.

Or la plupart n'ont pas les moyens d'acheter des engrais. Marbella et Luis ne peuvent se le permettre que parce que Luis travaille en parallèle dans le secteur du bâtiment durant les mois d'été. Les clones meurent par ailleurs rapidement s'il n'y a pas assez de pluie. Et il faut les remplacer tous les huit à dix ans, alors que les plantes traditionnelles ont une durée de vie de cinquante ans.

De nombreuses familles tombent dans la spirale de la pauvreté, avec des conséquences dévastatrices, comme un accès insuffisant aux soins, une insécurité alimentaire saisonnière ainsi qu'un manque de possibilités de formation.

Sur la petite route menant à leur ferme, nous rencontrons un homme d'une soixantaine d'années, suivi d'un autre bien plus jeune. Tous deux portent des machettes. Petit producteur, l'homme plus âgé cultive, sur 2,5 hectares, de l'arabica et du robusta pour Nestlé. Alors qu'il discute avec ses voisins Marbella Salas et Luis Figueroa, nous parlons avec le jeune homme. Comme tous les ouvriers et ouvrières agricoles que nous avons rencontré-e-s, il semble réservé. Puis, il explique rapidement : « Je rêve d'émigrer



Pas de matelas ni de couvertures : un dortoir pour le personnel agricole d'une plantation pourtant certifiée 4C dans le Soconusco.

aux États-Unis cette année encore.» Il y a cinq ans, il avait commencé à travailler dans une *finca* plus grande, mais n'avait pas tenu deux semaines. « Dans les grandes fermes, il faut se lever à 4 h du matin », raconte-t-il, « et pour se nourrir, il n'y a généralement que de l'eau, des haricots et des tortillas. Si l'on veut dormir sur un matelas et avec une couverture, il faut les apporter soi-même. »

La misère des travailleurs et travailleuses du Soconusco a déjà été racontée dans le documentaire mexico-étatsunien *Cosecha de Miseria*, réalisé il y a sept ans. Chez un voisin d'Eduardo Camarena, comme lui cultivateur 4C pour Nescafé, il a révélé des conditions de vie indignes dans les logements. Sur la *Ruta del Café* et dans les plantations, les journalistes ont également croisé de nombreux enfants guatémaltèques qui cueillaient le café et portaient des sacs pouvant peser jusqu'à 50 kilos.

La situation s'est-elle améliorée depuis ? « On ne peut pas le dire », explique Julio García, consultant pour l'Organisation internationale du travail (OIT) au Chiapas et auteur d'une étude sur le sujet. Il n'y a tout simplement pas de données à ce sujet. Lors de notre visite sur place, nous n'avons pas vu de scènes comme celles montrées dans le documentaire. García confirme notre hypothèse : c'est principalement dû au fait que les cueilleurs et cueilleuses guatémaltèques, qui emmènent généralement leurs enfants au travail, ne sont pas là à cette saison. Mais les facteurs de risque liés au travail

des enfants dans le secteur du café au Chiapas, selon García, n'ont pas diminué.

Le risque le plus important reste le revenu très faible des paysans et paysannes, dû en premier lieu aux prix bas du café. Par conséquent, le travail des enfants au sein des familles est très répandu dans ce secteur, en particulier chez les petits producteurs et productrices, au Chiapas comme dans le reste du monde. De nombreuses familles tombent dans la spirale de la pauvreté, avec des conséquences dévastatrices, comme un accès insuffisant aux soins, une insécurité alimentaire saisonnière ainsi qu'un manque de possibilités de formation.

De fausses promesses

Vera Espindola, économiste du développement, a travaillé comme experte café au ministère mexicain de l'Agriculture. Aujourd'hui, elle est employée par une entreprise de café de spécialité. « Que ce soit pour le robusta ou l'arabica, les prix payés aux producteurs de café couvrent à peine les coûts de production », dénonce-t-elle. La plupart du temps, ils sont synonymes d'une existence dans la pauvreté.

La principale raison de cette injustice, selon Vera Espindola : « les asymétries fondamentales d'information et de pouvoir entre les acheteurs et les agriculteurs ». Selon elle, ce déséquilibre s'est encore accentué au cours des 15 dernières années. Pourtant, durant cette



© Damien Sánchez

«Nestlé : une entreprise sans éthique qui appauvrit le Chiapas» : une banderole de la manifestation de février 2024 à Tapachula.

période, les multinationales du café ont lancé d'innombrables programmes de durabilité et d'initiatives sectorielles, sur une base volontaire, avec l'objectif affiché d'améliorer les conditions d'existence des producteurs et productrices. Aujourd'hui, le constat d'échec est flagrant : près de la moitié des caféiculteurs et caféicultrices dans le monde, soit environ 5,5 millions de personnes, vivent en dessous du seuil de pauvreté. Et la grande majorité ne parvient toujours pas à obtenir un revenu de subsistance. Le droit à un tel revenu, qui permet de subvenir aux besoins de base, est pourtant un droit humain inscrit dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU. Alors que les profits engrangés par les multinationales du café n'ont fait qu'augmenter ces dernières années, la part de la valeur ajoutée qui revient aux producteurs et productrices n'a cessé de diminuer. Les ouvriers et ouvrières agricoles ne sont généralement même pas pris en compte dans ce calcul.

Pour Ric Rhinehart, expert en café et ancien directeur général de la Specialty Coffee Association, la faïtière mondiale des producteurs et productrices de café de spécialité, ce n'est pas une surprise. «Les promesses

des multinationales sont complètement trompeuses, car elles utilisent leurs propres mesures en matière de durabilité, conçues pour réduire la valeur qui revient aux agriculteurs.»

Les négociations avec Nestlé : une farce

«*Precio justo, precio justo!*» («Un prix juste, un prix juste!»), crient les quelque 200 personnes qui se sont rassemblées sur la *Ruta del Café*, au petit matin du 15 février. Après avoir attendu en vain une réaction de Nestlé, les agriculteurs et agricultrices ont décidé «de rendre visible» leur revendication, en bloquant la route à la périphérie de Tapachula, là où se trouvent les entreprises de négoce intermédiaires. Devant les caméras des médias locaux, des sacs de café estampillés «Plan Nescafé» et des plants de robusta Nestlé sont brûlés.

La pression semble porter ses fruits : un représentant du gouvernement local promet aux protestataires une discussion avec Nestlé Mexique à Tuxtla Gutiérrez, la capitale du Chiapas. Lors de la rencontre, dix jours plus tard, les producteurs et productrices de Tapachula apprennent que personne du service d'achat de Nestlé n'est présent, et que les représentant-e-s de la société qui

participent à la réunion n'ont pas le droit de discuter du prix. Une réponse à leur revendication leur parviendra toutefois dans les trois jours : c'est non !

C'était « *una burla de Nestlé* », une farce, s'insurge Julio Castillo, qui a participé à cette réunion. Pendant toute la saison de récolte, d'octobre à février, ils ont lutté pour un prix juste. Comme l'année dernière, le montant a certes été augmenté progressivement – mais pas jusqu'au prix minimum demandé. Dans les faits, si l'on tient compte de l'inflation, ils touchent un prix plus bas que l'an dernier. Plus le choix : il faut vendre car lentement mais sûrement, le café se gâte et les producteurs et productrices risquent de tout perdre. Par ailleurs, beaucoup doivent impérativement rembourser leurs dettes. C'est l'asphyxie.

Castillo explique : « Nous sommes des producteurs de café, nous ne voulons pas et ne pouvons pas passer notre temps à nous disputer avec Nestlé. » Leur demande est simple : que le Plan Nescafé devienne ce qu'il a toujours prétendu être – un programme dans lequel les producteurs et productrices de café et l'entreprise collaborent en bonne intelligence, pour le bénéfice de tous.

Selon Rhinehart : « Les promesses des multinationales sont complètement trompeuses, car elles utilisent leurs propres mesures en matière de durabilité, conçues pour réduire la valeur qui revient aux agriculteurs. »

Ils veulent maintenant profiter des mois à venir avant la prochaine récolte, annonce Castillo, pour mieux s'organiser afin que le drame qui s'est joué durant cette saison ne se répète pas. Mais Eduardo Camarena se dit peu optimiste. Il craint que Nestlé ne durcisse encore sa politique d'achat agressive, et que la récolte suivante soit plus mauvaise que cette année en raison de la sécheresse qui sévit actuellement. Mais pour lui, comme pour la plupart des producteurs et productrices de café du Soconusco, abandonner n'est pas une option. « J'aime le café », explique simplement Eduardo. De plus, la plupart des gens ici n'ont pas les moyens de se reconverter dans un autre produit.

Dans la vidéo promotionnelle de Nescafé, Eduardo parlait de la promesse faite à son grand-père de continuer à exploiter la ferme familiale. Pour pouvoir la respecter, il n'a pas besoin de cours de gestion agricole ou de plants de café ultraperformants, mais d'une seule chose : que Nestlé paie un prix suffisant pour vivre. ■



Sur notre site internet, vous trouverez notre reportage, ainsi que des vidéos : publiceye.ch/reportage-cafe



Le siège de Nestlé à Vevey, en Suisse.

Les réponses de Nestlé

Interrogé en amont de la publication de cette enquête, le géant agroalimentaire nous écrit : « Nous croyons fermement que les producteurs de café devraient gagner un revenu suffisant pour maintenir un niveau de vie décent pour eux et leurs familles. » Selon Nestlé, il n'existe toutefois « pas de solution simple » sur un marché qui dépend de l'offre et de la demande. Le groupe n'a pas de garantie de prix minimum, mais offrirait « les prix les plus compétitifs sur un marché ouvert » et, « selon l'origine et la qualité requise », un « supplément pour le café provenant de sources responsables ».

Nestlé ne répond pas à nos questions concernant la situation au Soconusco et les protestations des cultivateurs et cultivatrices de café. La multinationale ne dit rien sur les raisons pour lesquelles elle n'a pas répondu à leurs exigences en matière de prix. Au lieu de cela, Nestlé nous fait savoir qu'au Chiapas, plus de 7000 producteurs et productrices de café participent au Plan Nescafé, qui « aide les communautés actives dans la culture de café à augmenter leur productivité, à réduire les coûts des intrants et à améliorer leurs conditions de vie ». Nestlé dit s'engager fortement au Mexique « pour un approvisionnement responsable et durable en café », appréciant l'impact positif de cet engagement « sur l'économie et le développement des communautés caféières mexicaines ».

Entente et connivences entre Nestlé et l'État mexicain

Selon le président sortant du Mexique, si Nestlé entretient une relation étroite avec le gouvernement du pays, c'est pour le bien des caféiculteurs et caféicultrices. Pourtant, les protestations contre le géant suisse de l'agroalimentaire ne cessent de prendre de l'ampleur, et pas seulement au Chiapas.

FLORIAN BLUMER

Lorsque Nestlé a inauguré en juillet 2022 sa nouvelle usine Nescafé à Veracruz, dans le sud du Mexique, le président, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), a fait l'honneur de sa présence. Dans son discours d'ouverture, il a salué l'étroite collaboration entre l'État et la multinationale, a évoqué les investissements effectués en commun dans l'usine et a assuré au géant suisse que le pays continuerait de le soutenir à l'avenir. « Avec cette usine et toutes les usines Nestlé qui existent depuis des années dans le pays, nous soutenons environ 100 000 producteurs [de café] », a alors déclaré le président.

Les personnes interrogées sur place se sont montrées moins euphoriques. Elles étaient des milliers à protester contre l'ouverture de la plus grande usine de café d'Amérique latine, avec une capacité de traitement de

40 000 tonnes de café vert par an. Celle-ci doit certes faire du Mexique le premier pays fabricant de café pour Nestlé, mais les agricultrices et agriculteurs ne sont toutefois pas du tout convaincu-e-s d'en profiter. Car un pouvoir de marché croissant de Nestlé signifie surtout pour eux que la pression continuera d'augmenter pour qu'ils cultivent du café bon marché, qui leur permet de peine de vivre. C'est pourquoi les protestations se poursuivent encore aujourd'hui à Veracruz. Au Chiapas, elles ne font que commencer, comme le montre notre reportage (voir page 4).

Dans le cercle étroit du pouvoir

Le géant veveysan est présent au Mexique depuis environ 90 ans et entretient des relations étroites avec l'État. C'est notamment Alfonso Romo Garza, chef du bureau présidentiel d'AMLO de 2018 à 2020, qui a fourni à Nestlé, via son entreprise Agromod, les plants de robusta que le groupe a distribués par millions. Romo Garza était présent lorsqu'AMLO a annoncé en 2018, quelques jours seulement après son élection à la présidence du Mexique, la future ouverture de l'usine Nescafé à Veracruz. Le journal mexicain *Pie de Pagina*, qui a révélé cette collusion, a déclaré à propos de l'affaire : « Bien que Romo Garza ait agi en tant que fonctionnaire de l'État, il aurait tout aussi bien pu être un représentant de Nestlé. »

Les agricultrices et agriculteurs qui luttent pour leur survie et pour des prix d'achat équitables au Mexique ne bénéficient pas d'un accès aussi privilégié aux décideurs. Mais leur pression politique leur a tout de même permis de s'immiscer dans la campagne pour les élections sénatoriales au Chiapas en 2024 : le candidat des Verts, Luis Armando Melgar, s'est rangé du côté des paysan-ne-s de la région du Soconusco qui protestent contre Nestlé. Dans une vidéo de campagne, il donne la parole à Eduardo Camarena et à d'autres protestataires qui le soutiennent. Cela leur a certes donné un peu d'attention au niveau local, mais cela ne changera rien à la politique du gouvernement. Celle-ci devrait rester favorable aux entreprises : la nouvelle présidente Claudia Sheinbaum, qui vient d'être élue, prendra ses fonctions en octobre. Elle est une collègue de parti et une proche du chef d'État sortant et a promis de poursuivre sa politique. ■



Publication sur les médias sociaux du président mexicain Andrés Manuel López Obrador, à l'occasion d'une rencontre de haut niveau avec le CEO de Nestlé, Mark Schneider, en septembre 2023.



Le Plan Nescafé ou la fable du café durable

Avec le Plan Nescafé, Nestlé promet d'améliorer la vie et les revenus de centaines de milliers de personnes actives dans la culture du café. Mais la réalité est tout autre, comme dans la région brésilienne d'Espírito Santo où le café robusta, principale matière première du Nescafé, est cultivé dans des monocultures intensives, en partie mécanisées, à des coûts particulièrement bas. Avec des conséquences désastreuses pour les travailleuses et travailleurs des plantations.

CARLA HOINKES ET FLORIAN BLUMER

Alors que des millions de caféicultrices et caféiculteurs vivent dans une pauvreté extrême et que d'innombrables personnes travaillent dans des conditions indignes dans des plantations à travers le monde, la vente de café rapporte chaque année plusieurs centaines de milliards de dollars US. Le marché mondial connaît une croissance constante, la demande pourrait doubler d'ici à 2050, et les détaillants et torréfacteurs continuent de réaliser d'importants bénéfices.

Dans le monde entier, le business rentable de la torréfaction est entre les mains d'un nombre de plus en

plus restreint de multinationales de l'agroalimentaire. Leader incontesté du marché mondial du café, le groupe suisse Nestlé trône devant le groupe états-unien Starbucks et le conglomérat néerlandais JDE Peet's.

Nestlé torréfie au moins un grain de café sur dix récoltés dans le monde et réalise avec ce produit, le plus important de son catalogue, un quart de son chiffre d'affaires total, soit 22,4 milliards de francs en 2021. Ses capsules Nespresso, fabriquées exclusivement en Suisse, contribuent à faire de notre pays le champion du monde de l'exportation de café torréfié → (Suite à la page 17)

PARTS DE MARCHÉ DES VENTES DE CAFÉ DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL

Selon des données exclusives de la société d'analyse de marché Euromonitor, le chiffre d'affaires mondial enregistré dans le commerce de détail s'élevait en 2022 à 99,48 milliards de dollars US.* Un quart des ventes a été réalisé par Nestlé.



	Part de marché en %	Siège
Nestlé	25,1	Suisse
JDE Peet's	10,2	Pays-Bas
Lavazza	2,7	Italie
J.M. Smucker Co.	2,5	États-Unis
Strauss/São Miguel	1,9	Pays-Bas
Tchibo	1,6	Allemagne
Kapal Api	1,4	Indonésie
Kraft Heinz	1,4	États-Unis
Keurig Dr Pepper	1,3	États-Unis
Melitta	1,0	Allemagne

PARTS DE MARCHÉ DU CAFÉ INSTANTANÉ DANS LE COMMERCE DE DÉTAILÉ

Le marché du café soluble représentait en 2022 32,1% des ventes dans le commerce de détail mondial et s'élevait à 31,89 milliards de dollars US. La part de Nestlé s'élevait à 36,6%.



	Part de marché en %	Siège
Nestlé	36,6	Suisse
JDE Peet's	9,2	Pays-Bas
Dong Suh Foods Co.	2,7	Corée du Sud
Java Prima Abadi	1,5	Indonésie
Mayora Indah	1,4	Indonésie
Kapal Api	1,3	Indonésie
Strauss Gruppe	1,2	Israël
Ajinomoto Co.	1,2	Japon
Food Empire Holdings	1,0	Singapour
Unilever	0,8	Royaume-Uni

Source : Euromonitor

* Le deuxième torréfacteur mondial en termes de chiffre d'affaires, Starbucks, n'apparaît pas dans ces statistiques car il ne vend son café que dans ses propres filiales. En 2018, Nestlé a racheté au groupe Starbucks les droits de vente pour la commercialisation de ses produits dans le commerce de détail.

Café suisse. What else ?

Les torréfacteurs comme Nestlé n'achètent généralement pas leur café directement auprès d'exploitations ou de coopératives, mais à des intermédiaires locaux ou des négociants internationaux. Ces grandes entreprises contrôlent les exportations et les importations, souvent aussi la transformation primaire, et parfois même la culture dans les pays producteurs.

Le plus grand négociant de café au monde, le groupe Neumann Kaffee, dont le siège est à Hambourg, gère à Zoug une grande partie de ses activités commerciales. Les cinq groupes qui occupent le haut du tableau derrière Neumann – Ecom, Ofi, Sucafina, LDC et Volcafe – ont tous soit leur siège soit leur centre opérationnel en Suisse. C'est également le cas de nombreux petits négociants. Selon nos estimations (il n'existe pas de chiffres officiels), plus de la moitié du volume mondial de café vert est négocié à travers la Suisse, ce qui en fait la plus grande place mondiale pour ce négoce.

Bien que, dans la plupart des cas, le café ne passe pas physiquement par la Suisse, le pays est aujourd'hui le deuxième exportateur mondial (en termes de valeur commerciale) après le Brésil. Il est même champion du monde des exportations de café torréfié, avec près de 3,3 milliards de francs suisses en 2022. Ce chiffre est presque 1,5 fois plus élevé que celui de ses principaux pays concurrents, l'Italie et l'Allemagne. Depuis 2002, le volume des exportations a explosé et a été multiplié par près de 19 pour atteindre 109,4 millions de kilos. La valeur au kilo a quant à elle doublé. Nespresso, dont le chiffre d'affaires mondial a été multiplié par 18 depuis 2002 et dont les usines en Suisse produisent, selon nos estimations, environ 7 millions de capsules par an (en majorité pour l'exportation) a largement contribué à cet essor sans précédent.



Sur une plantation mexicaine, les cerises de café sont étalées au sol pour sécher et sont retournées régulièrement.

(en termes de valeur commerciale, voir encadré sur la page suivante). Mais la marque de café la plus importante du groupe à l'échelle mondiale est Nescafé, dont les usines, qui produisent principalement du café soluble en poudre, mais aussi des capsules moins chères sous la marque Dolce Gusto, transforment au moins 80 % de la quantité de café achetée par Nestlé dans le monde, plus de 800 000 tonnes par an. C'est surtout grâce à la plus grande marque de café au monde que Nestlé a une si grande longueur d'avance sur la concurrence dans le marché de détail, en particulier dans la vente de café instantané (voir graphique page 16).

Boire du Nescafé pour prendre soin de la planète ?

Sur le site web de Nescafé, le groupe suisse promet d'utiliser son « envergure internationale pour agir positivement ». Il entend notamment le faire grâce à son programme phare de développement durable, le Plan Nescafé, lancé en 2010 afin d'améliorer la création de valeur « tout au long de la chaîne d'approvisionnement du café, du producteur jusqu'au consommateur, en passant par nous », selon les propos de Paul Bulcke, à l'époque directeur général de Nestlé. Dans le cadre de ce programme,

Nestlé a déclaré en 2022 avoir investi plus de 350 millions de francs, distribué 270 millions de plants de café et dispensé 900 000 formations. D'innombrables agriculteurs et agricultrices auraient ainsi pu bénéficier d'améliorations dans leur vie et leurs revenus, en particulier au Brésil, au Vietnam, au Mexique, en Indonésie, au Honduras, en Côte d'Ivoire et en Colombie. Par ailleurs, l'entreprise a annoncé que le Plan Nescafé se poursuivrait jusqu'en 2030 avec un nouvel accent mis sur l'agriculture respectueuse du climat. Dans sa publicité, Nestlé promet à sa clientèle qu'elle peut « prendre soin de la planète – tasse après tasse ». Mais pour les caféiculteurs et caféicultrices, la réalité est tout autre, comme nous le montrons dans le reportage réalisé dans la région de Soconusco, dans l'État mexicain du Chiapas (voir page 4), où beaucoup sont aujourd'hui déçu-e-s par le programme et protestent contre la politique d'achat désastreuse de Nestlé, qui les maintient dans la pauvreté et prive les jeunes de perspectives pour leur avenir.

Les producteurs et productrices font face à la concurrence du café bon marché de type robusta, que Nestlé importe en grandes quantités du Vietnam et surtout du Brésil pour produire le Nescafé. →



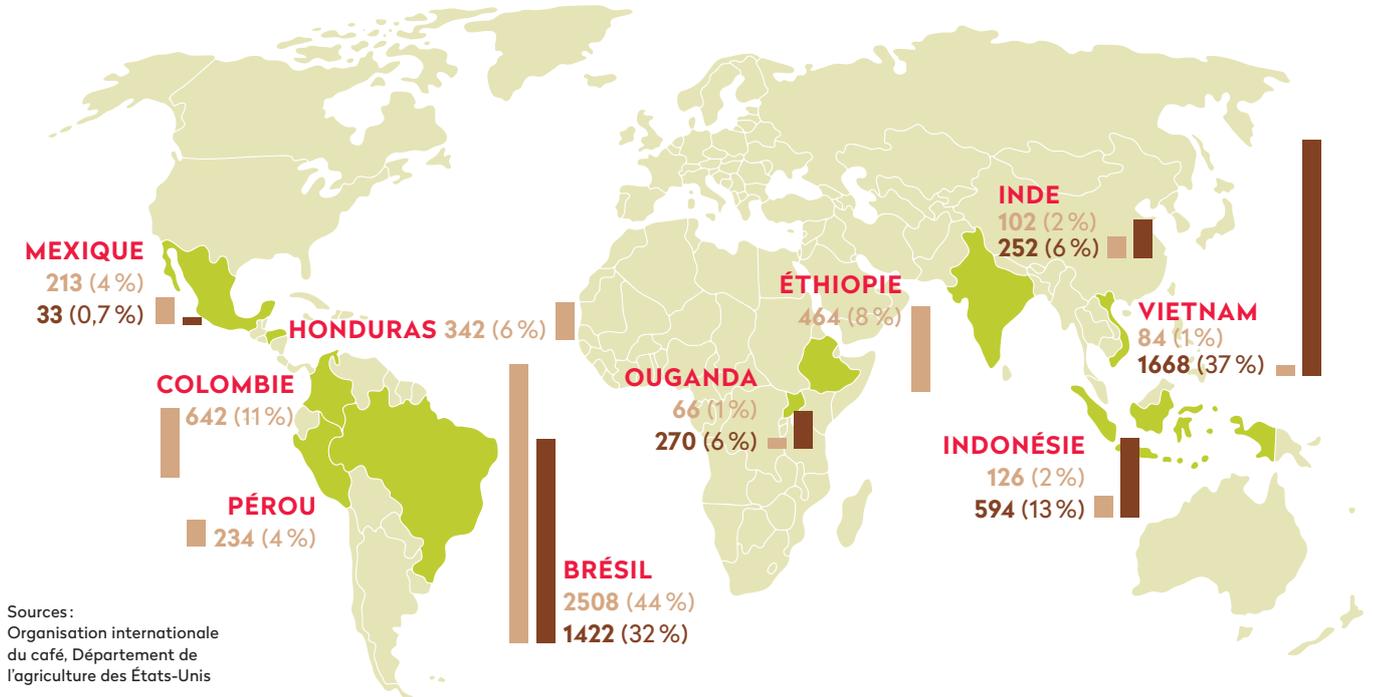
Dionna RURAL



Le top 10 des producteurs de café vert

Saison de récolte 2022/2023, en millions de kilos de café vert.
Chiffre de la part de la production mondiale entre parenthèses.

Production mondiale
10 092



Grâce à l'irrigation, à beaucoup d'engrais et à des monocultures intensives, le café y est produit en masse à un coût particulièrement faible. Près de 70 % du robusta mondial provient aujourd'hui de ces deux pays, et un cinquième de la quantité totale provient du seul État brésilien d'Espírito Santo, dont la géographie, en plaine contrairement à la plupart des autres régions productrices de café, permet une mécanisation partielle des récoltes.

Nestlé achète à Espírito Santo de grands volumes de robusta, appelé *conilon* au Brésil. Deux journalistes du collectif brésilien Repórter Brasil se sont rendues pour nous dans la région pendant la saison de récolte 2023 afin de découvrir dans quelles conditions, qualifiées de « responsables » par Nestlé, le café y est cultivé.

Le prix de la mécanisation

En mai 2022, Rogéria Silveira, une caféicultrice alors âgée de 41 ans, a perdu son avant-bras gauche. La bêche de sa machine à récolter a glissé et, pour la remettre en place, elle a dû passer son bras dans l'appareil. Mais sa main s'est coincée et, dans la panique, elle a lâché la com-

mande : « Le cylindre s'est mis à tourner et m'a arraché le bras », se souvient-elle. En juin de la même année, Pablo Henrique Souza Fabem, un travailleur agricole de 24 ans, a également été victime d'un accident. Avec ses collègues, il a dû renforcer la bêche avec une corde car les pluies de la veille avaient trop alourdi les branches de caféiers. « Tout est allé très vite », explique Claudio Rizzo, propriétaire de l'exploitation Santa Luzia à Nova Venécia, où l'accident est survenu. « La corde et la bêche se sont enroulées autour de sa jambe et il a été aspiré dans la machine. » Rizzo pense que son employé s'est empressé d'éteindre la machine, mais qu'il n'y est pas immédiatement parvenu car elle n'avait pas de bouton d'urgence. « La jambe de Pablo a été sectionnée et il a subi de graves blessures internes », explique le propriétaire. Le lendemain, Pablo est décédé à l'hôpital.

Selon les autorités d'Espírito Santo, un total de sept amputations et deux décès sont survenus au cours de la saison de récolte 2022. De janvier à juillet 2023, 16 accidents ont été déclarés dans la région. Les machines, conçues à l'origine pour la culture des haricots, ont été transformées pour la récolte du café. Elles pèsent environ 4 tonnes et sont équipées de bêches pouvant atteindre 100 mètres de long sur lesquelles sont jetées les branches de caféiers. L'appareil rétracte la bêche, broie les branches et sépare le café. Bien que ces machines soient utilisées depuis plus de dix ans, ce n'est que récemment, au vu de la multiplication des rapports

← Un appareil aspire les branches de caféiers, les broie et sépare les grains de café. Le personnel agricole doit souvent se mettre en danger quand la machine ne parvient pas à aspirer les branches.

d'accidents, que les autorités ont pris conscience du risque qu'elles présentent. «La machine a souvent du mal à avaler les branches et les travailleurs doivent alors l'aider», explique la procureure Fernanda Barreto Naves à São Mateus. Les accidents impliquent donc le plus souvent les membres supérieurs. «Bon nombre de ces machines ne disposent même pas d'un dispositif d'arrêt d'urgence», poursuit la procureure.

Les récolteuses mécaniques, dont disposent surtout les plus grandes exploitations, permettent de réaliser des économies considérables, et les exploitant-e-s s'en sortent ici globalement un peu mieux qu'au Chiapas. Mais leurs revenus restent modestes. Une analyse récemment réalisée par la Global Coffee Platform a notamment montré que les propriétaires de petites plantations de moins de 50 hectares ne gagnent pas suffisamment pour maintenir un niveau de vie décent. On ne peut certes pas généraliser ces résultats en raison du faible nombre d'exploitations de robusta étudiées, mais celles-ci rapportent globalement nettement moins que les plantations d'arabica au Brésil.

Et le Plan Nescafé ne semble pas pouvoir y remédier, comme le confirment plusieurs participant-e-s au programme. Bien au contraire : à la différence de ce qu'il se passe au Chiapas, les exploitant-e-s peuvent choisir

au Brésil entre plusieurs acheteurs de robusta et, comme Nestlé et ses intermédiaires (un mélange d'entreprises locales et de négociants internationaux comme Volcafe de Winterthur) paient souvent des prix plus bas, ce sont souvent leurs concurrents qui remportent les marchés.

Un travail pénible et mal payé

Depuis la mécanisation de son exploitation, Idalino Agrizzi estime avoir besoin d'environ trois fois moins de personnel agricole. Pourtant, comme tous ceux et toutes celles qui font partie du Plan Nescafé et que nous avons interrogé-e-s dans la région, il se plaint d'une grave pénurie de main-d'œuvre. Le récolteur João Santos explique que lui-même et ses collègues cherchent autant que possible à changer de travail. Les salaires sont bas et la récolte du café est très éprouvante. De plus, les revenus ne sont jamais garantis car, comme c'est le cas dans le monde entier, la rémunération dépend de la quantité de cerises de café cueillies ou, lorsque la récolte est partiellement mécanisée, du nombre de caféiers coupés. Celle-ci varie fortement en fonction des conditions météorologiques, de la productivité des arbres et de la résistance physique des employé-e-s. À cela s'ajoutent des déductions salariales opaques pour les logements généralement très rudimentaires et la nourriture souvent basique servie au personnel.

LA CHAÎNE DE VALEUR DU CAFÉ



1 CULTURE ET RÉCOLTE



CAFÉIERS/CERISES DE CAFÉ

2 TRANSFORMATION PRIMAIRE



- NETTOYAGE ET TRIAGE DES CERISES DE CAFÉ
- SÉCHAGE DES CERISES DE CAFÉ OU TRAITEMENT PAR VOIE HUMIDE
- ÉCORÇAGE DES GRAINS

3 STOCKAGE, EXPORTATION ET IMPORTATION



CAFÉ VERT

- STOCKAGE
- NÉGOCE NATIONAL
- NÉGOCE INTERNATIONAL

PLANTATIONS DE CAFÉ

ACHETEURS DE CAFÉ

EXPLOITATIONS ARTISANALES

COOPÉRATIVES

PERSONNEL AGRICOLE

NÉGOCIANTS INTERNATIONAUX

REVENDEURS LOCAUX

Il n'existe pas de données systématiques sur les revenus des récolteurs et récolteuses à Espírito Santo, mais des enquêtes menées dans le Minas Gerais, où est produite une grande partie du café brésilien, montrent toutefois que leur salaire moyen est nettement insuffisant pour vivre. Des entretiens réalisés sur place montrent également que seule une fraction de la valeur ajoutée revient au personnel agricole. Celui-ci perçoit l'équivalent d'environ 10 francs pour quatre sacs (240 kilos) de cerises de café, qui seront ensuite transformés en un sac de café vert de 60 kilos. Les intermédiaires achètent un tel sac environ 120 francs et, après avoir préparé les grains, ils le revendent pour environ 170 francs à Nestlé, qui peut ainsi produire quelque 25 kilos de café instantané, selon les estimations. Le prix de vente au détail de cette quantité de Nescafé prêt à l'emploi est estimé, selon le produit, entre 700 et 1000 francs au Brésil, ou entre 1700 et 2000 francs en Suisse.

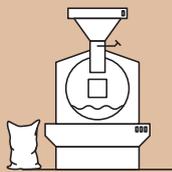
L'ouvrier agricole João Santos explique que le travail à la main est plus pénible, mais que la récolte mécanisée est plus dangereuse à cause des faucilles utilisées pour couper les branches de caféiers, ainsi que des machines qui représentent un danger pour toutes les personnes qui les utilisent ou qui se trouvent à proximité de la bêche. Certes, les propriétaires de plantations et

les fabricants de machines ont volontairement pris l'engagement, à l'automne 2022, de respecter des normes de sécurité minimales, avec notamment un dispositif permettant d'arrêter la machine en cas d'urgence. Mais, selon les autorités locales, cette promesse est restée lettre morte. En juillet 2023, nous avons pu constater l'utilisation de machines non conformes aux normes de sécurité dans l'exploitation d'Idalino Agrizzi, qui fait partie du Plan Nescafé. Fernando Catelan, qui fournit également Nestlé, est l'un des rares à avoir remplacé les anciennes machines par des appareils conformes aux règles. Après cela, les accidents ont diminué de 90 %, affirme le producteur de robusta. Cependant, les anciennes machines restent généralement en circulation. Catelan a vendu les siennes... à un autre agriculteur de la région.

Outre les bas salaires et le risque d'accident, des infractions au droit du travail ont été constatées à plusieurs reprises dans la région. En 2022 et 2023, au moins deux propriétaires faisant partie du Plan Nescafé ont également été sanctionnés par les autorités, notamment pour ne pas avoir mis de toilettes à la disposition du personnel, pour ne pas avoir fourni l'équipement de protection nécessaire ou pour ne pas avoir autorisé les équipes à se reposer lorsqu'elles effectuaient des tâches pénibles. En outre, au cours de ces deux années, 30 caféiculteurs et

4

TORRÉFACTION ET EMBALLAGE

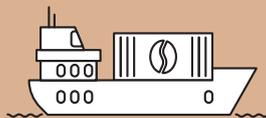


CAFÉ TORREFIÉ

- TORRÉFACTION → CAFÉ EN GRAINS
- TORRÉFACTION + MOUTURE → CAFÉ MOULU
- TORRÉFACTION + MOUTURE + EXTRACTION → CAFÉ INSTANTANÉ

5

DISTRIBUTION



- NATIONALE
- INTERNATIONALE

6

PRÉPARATION ET CONSOMMATION



90 % de la valeur ajoutée est réalisée dans les pays consommateurs.

10 % de la valeur ajoutée est réalisée dans les pays producteurs.

MULTINATIONALES DE L'AGROALIMENTAIRE

DÉTAILLANTS

TORRÉFACTEURS ARTISANAUX

GASTRONOMIE, HÔTELLERIE



© Lela Beltrão



© Lela Beltrão



© Lela Beltrão

Logement dans une exploitation membre du Plan Nescafé à Vila Valério, dans l'Espírito Santo brésilien. Des installations très précaires et d'étroits dortoirs accueillent pendant des mois six à huit personnes qui viennent souvent de loin pour la récolte du café.

caféicultrices d'Espírito Santo ont été délivré-e-s de conditions de travail proches de l'esclavage. Sur l'ensemble du Brésil, cela concernait plusieurs centaines de personnes durant la même période, et les spécialistes estiment qu'il existe un grand nombre de cas non recensés. Les personnes concernées n'ont pas accès à l'eau potable, vivent dans des logements insalubres, parfois sans toilettes, travaillent sans contrat ou sont payées de manière irrégulière. Certaines se voient en outre confisquer leur passeport, ce qui les empêche de quitter la plantation.

De telles conditions ont également été constatées à plusieurs reprises dans des exploitations certifiées qui fournissaient des négociants de café suisses et, en 2019, dans une ferme portant le label AAA de Nespresso. Il est impossible de savoir si Nestlé s'est approvisionnée en café auprès des plantations concernées à Espírito Santo en 2022 et 2023.

Le problème du « développement durable » au rabais

Pour « prouver » que le café acheté dans le cadre du Plan Nescafé est « durable », le groupe utilise principalement la certification dite 4C (*Common Code for the Coffee Community*). Élaborée en collaboration avec Nestlé, cette norme sectorielle a été lancée dans les années 2000 par l'Association allemande du café, fondée par des groupes de torréfaction et de distribution, et le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement. Les exigences du code ne vont guère au-delà des prescriptions légales et des études montrent que son application est relativement faible par rapport à d'autres certifications. À l'époque de sa création, l'idée était justement que des critères aussi peu exigeants – pour des groupes de torréfaction comme Nestlé, la certification 4C est comparativement peu coûteuse – permettraient d'introduire la durabilité écologique, sociale et économique dans la production de masse. Le code 4C se considérait alors comme une première norme qui inciterait les entreprises à passer plus tard à des certifications plus solides.

Dans le cas de Nestlé, cette prédiction ne devrait toutefois pas se vérifier : jusqu'à présent, le groupe a basé principalement sur la 4C sa promesse d'utiliser 100 % de café « responsable » d'ici à 2025. Rien qu'en 2022, Nestlé a acheté 629 000 tonnes de café vert 4C.

Les grains que Nestlé se procure dans le Chiapas et à Espírito Santo dans le cadre du Plan Nescafé sont également certifiés 4C et donc prétendument « durables ». Mais sur place, le tableau est tout autre : les propriétaires d'exploitation et le personnel ne profitent guère, voire pas du tout, de la certification, dont la mise en œuvre ne semble que peu contrôlée.

Des exploitant-e-s d'Espírito Santo ont confirmé qu'il y avait bien des audits, mais qu'ils étaient relativement « légers ». Même les audits dits « inopinés » seraient annoncés au moins 24 heures à l'avance – une pratique



Des caféiers à perte de vue : plus de 1000 hectares de monoculture de robusta dans une plantation membre du Plan Nescafé à Águia Branca, au Brésil.

absurde qui est critiquée depuis longtemps. En ce qui concerne les conditions de travail et la rémunération de la main-d'œuvre, les exigences de la certification 4C sont faibles, comme le confirment les spécialistes sur place. Et de manière générale, le manque de transparence – la liste des exploitations certifiées n'est pas publiquement accessible – rend les contrôles indépendants difficiles, voire impossibles.

Mais surtout, la majoration volontaire du prix 4C, négociée à chaque fois sur place, ne fait aucune différence pour les fermes certifiées, que ce soit au Mexique ou au Brésil. À Espírito Santo, les exploitant-e-s reçoivent à peine 1 centime de plus par kilo. Mais les mesures nécessaires à la certification ont un coût, et le prix du café est tout simplement trop bas pour que cela puisse améliorer les revenus des producteurs et productrices.

Des études montrent que les certifications volontaires permettent au mieux une amélioration insignifiante de leurs revenus. À cela s'ajoute le fait que des normes peu exigeantes comme la 4C sapent fondamentalement l'efficacité des certifications : la volonté des torréfacteurs d'obtenir autant que possible un café 100 % « responsable » à un tarif avantageux n'a pas permis d'améliorer la durabilité sur le marché mondial du café,

mais a déclenché un nivellement par le bas en matière de certifications, ce qui a entraîné une baisse préjudiciable de la qualité. Nestlé et le code 4C sont l'exemple parfait de ce mécanisme pernicieux. Le groupe suisse promet la durabilité dans la culture du café mais, dans la pratique, il cherche avant tout à acheter des matières premières aux prix les plus bas possibles.

Pour les producteurs et productrices, cela signifie que leurs revenus restent faibles, ce qui se répercute sur les salaires du personnel agricole contraint de continuer à travailler dans des conditions inhumaines. Et au Mexique, dans les exploitations artisanales du Chiapas, les jeunes émigrent par manque de perspectives dans la culture du café, qui faisait autrefois la fierté de leur famille. ■



Vous trouverez le rapport complet en ligne ici : publiceye.ch/rapport-cafe



Des témoignages recueillis dans des usines textiles chinoises contredisent les belles promesses de Shein

Deux ans après notre enquête exclusive dans les ateliers qui produisent pour Shein dans le sud de la Chine, un nouveau rapport met à mal les promesses de durabilité du géant de la mode en ligne. Horaires de travail illégaux et salaire à la pièce restent le lot quotidien des employé-e-s interrogé-e-s. Un audit d'usines réalisé à la demande de Shein soulève plus de questions qu'il ne donne de réponses. Sous le feu des critiques, la firme suscite également la méfiance en raison de son opacité financière et de la « disparition » de son fondateur.

OLIVER CLASSEN ET DAVID HACHFELD

« Je travaille tous les jours de 8 h à 22 h 30 et j'ai un jour de congé par mois. Je ne peux pas me permettre de prendre plus de temps libre, je perdrais trop d'argent », témoigne un homme qui travaille depuis plus de 20 ans dans l'industrie textile. Au moment de l'entretien, il réalisait, à la pièce, les coutures les plus visibles, et donc les plus délicates, d'articles Shein. Nos partenaires l'ont rencontré à la fin de l'été 2023, ainsi que douze autres personnes employées par des fournisseurs du géant de la mode jetable, sur des sites de production situés à l'ouest de Nancun, mais toujours dans la métropole de Guangzhou (anciennement connue sous le nom de Canton), dans le sud de la Chine.

À Nancun même, où se trouve le siège de Shein et où avaient été réalisées, deux ans plus tôt, les interviews

pour notre reportage « Trimer pour Shein », l'atmosphère est désormais trop tendue pour pouvoir effectuer un travail de suivi pertinent. L'une des raisons : de nombreux grands médias internationaux ont relayé notre enquête et l'ont encore approfondie, ce qui a permis de mettre en évidence l'envers du décor de la *success story* de Shein, et de pousser ce nouveau roi de la mode jetable à se justifier.

Toujours des semaines de 75 heures

Parmi les six sites de production visités cette fois-ci figurait à nouveau une majorité de petits ateliers employant entre 40 et 80 personnes, mais aussi deux grandes usines comptant jusqu'à 200 employé-e-s. Comme en 2021, le personnel interrogé raconte travailler en moyenne douze

heures par jour – après déduction des pauses pour les repas de midi et du soir –, et ce au moins six jours par semaine, le plus souvent même sept. L'un des sites de production impose une fermeture nocturne obligatoire, mais seulement à partir de 23 h. Le temps de travail colossal évoqué par l'ouvrier cité plus haut semble donc rester la norme : une semaine standard compte apparemment toujours 75 heures chez les fournisseurs de Shein, comme nous l'avions révélé il y a deux ans. En réaction à ce constat et à nos questions, le groupe reconnaît que les longues heures de travail sont un problème connu de longue date dans le secteur. Selon son code de conduite pour les fournisseurs, le temps de travail hebdomadaire ne devrait pas dépasser 60 heures (heures supplémentaires comprises). Les employé-e-s devraient par ailleurs avoir au moins un jour de congé par semaine.

Sur la question des salaires également, peu de progrès semblent avoir été faits depuis notre précédente enquête : les personnes interrogées évoquent des revenus similaires à ceux mentionnés lors des entretiens réalisés en 2021. En fonction de l'usine, de la période et du niveau d'expertise (et seulement en incluant les heures supplémentaires excessives !), les salaires des ouvriers et ouvrières oscillent entre 6 000 et 10 000 yuans par mois (soit 765 à 1240 CHF), avec de fortes variations saisonnières et un salaire qui dépend toujours du nombre de pièces confectionnées.

De nombreux grands médias internationaux ont relayé notre enquête et l'ont encore approfondie, ce qui a permis de mettre en évidence l'envers du décor de la success story de Shein, et de pousser ce nouveau roi de la mode jetable à se justifier.

Chez ces fournisseurs de Shein, la fin de la trentaine est encore considérée comme la fleur de l'âge pour la confection. En effet, une certaine expérience professionnelle est requise pour pouvoir produire des séries limitées et des modèles qui changent constamment. C'est pourquoi les spécialistes, comme l'homme mentionné en début d'enquête, gagnent parfois plus de 10 000 yuans par mois. Les autres couturières et couturiers font état de salaires compris entre 6000 et 8000 yuans, tandis que les employé-e-s en charge du contrôle-qualité gagnent environ 7000 yuans.

Les salaires mis en contexte

- Un salaire mensuel de 6000 yuans semble à première vue plutôt élevé pour l'industrie textile chinoise. Mais si, pour l'obtenir, il faut travailler 75 heures par

semaine au lieu des 40 habituelles, le salaire de base ne s'élève plus qu'à environ 2400 yuans, après déduction de la rémunération des heures supplémentaires (à 150 % du salaire normal, ou 200 % les jours fériés).

- Selon les calculs de l'Asia Floor Wage Alliance, le montant du salaire vital en Chine, c'est-à-dire suffisant pour couvrir les besoins de base d'une famille, s'élève aujourd'hui à 6512 yuans (environ 830 CHF). Le salaire minimum légal à Guangzhou est de 2300 yuans, soit une fraction de cette valeur de référence. Il est encore plus bas dans des provinces comme le Hubei, le Hunan et le Jiangxi où, selon les personnes interrogées, les usines délocalisent certaines étapes de la production.

Audit obscur et relativisme éhonté

Après la publication de notre première enquête, à la mi-novembre 2021, le nouveau responsable de la durabilité de Shein a assuré aux médias que le géant chinois prenait au sérieux ces constats alarmants. Ce n'est qu'après la diffusion sur Channel 4, un an plus tard, d'un reportage intitulé « Inside the Shein Machine » que le groupe a réagi en détail, mentionnant un audit censé montrer que la réalité est tout autre, et bien meilleure, dans « son » Guangzhou. Cette affirmation a évidemment éveillé notre curiosité, nous poussant à réaliser la présente enquête de suivi. Concrètement, l'audit « Supplier Factory Wage Investigation Audit », commandé par Shein début 2022, affirme que les salaires chez ses fournisseurs dans le sud de la Chine sont supérieurs à la moyenne, comme l'indique le bref résumé du rapport publié en ligne. Pour comprendre comment ce résultat

Profil de l'enquête

Période d'investigation

Fin de l'été 2023

Personnes interrogées

13 employé-e-s (7 femmes et 6 hommes)
âgé-e-s de 23 à 60 ans

Emplacements des 6 usines concernées

Zone industrielle textile de Chen Bian, zone industrielle de Yuangang, Li Village, Zhi Village, zone industrielle de Tangxi. Toutes se trouvent dans le district de Panyu, à Guangzhou, dans la province chinoise du Guangdong.

Contrairement à certaines autres enseignes de la mode, Shein ne publie pas la liste de ses fournisseurs. Les personnes interrogées ont confirmé que ces usines approvisionnent bien Shein, et des produits Shein ont été aperçus sur les sites.

a été obtenu, nous avons d'abord demandé à Shein, puis aux trois organismes de contrôle qui ont réalisé l'audit – SGS, TÜV Rheinland et Intertek –, de pouvoir consulter le rapport complet. Sans succès.

La version courte diffusée sur internet ressemble davantage à un exercice de relations publiques qu'à une analyse professionnelle. Et ce non seulement à cause de son manque de détails, mais aussi, et surtout, en raison de l'absence de deux éléments-clés sans lesquels un audit salarial n'a aucun sens. Premièrement : il n'y a aucune mention du nombre d'heures de travail réalisées. En réponse à notre demande de précisions, Shein a confirmé que les salaires indiqués représentaient les sommes totales versées. Or, évaluer un salaire sans tenir compte du nombre d'heures de travail a à peu près autant de sens que de chronométrer une course sans tenir compte de la longueur du circuit. Or, ce sont justement les horaires de travail excessifs et illégaux – même au regard de la loi chinoise – qui font l'objet de critiques. En ignorant complètement cette problématique centrale pour se concentrer uniquement sur les niveaux de salaires prétendument supérieurs à la moyenne, Shein pratique le relativisme à l'état pur.

La deuxième lacune est l'absence de mention des salaires les plus bas. Ce sont pourtant eux, et non la moyenne des salaires, qui constitueraient l'indicateur le plus pertinent des éventuelles violations du droit du travail et des risques de pauvreté. La première version du résumé de l'audit de Shein, qui a été supprimée entre-temps, suggérait que ces données ont bien été collectées : les salaires concrets y étaient encore mentionnés, mais seulement les plus élevés et non les plus bas.

Une enquête sur les salaires réalisée ultérieurement, dont seul un résumé a également été publié, montre entre autres que la rémunération des heures supplémentaires représente en moyenne 37 % des salaires versés, soit une part énorme.

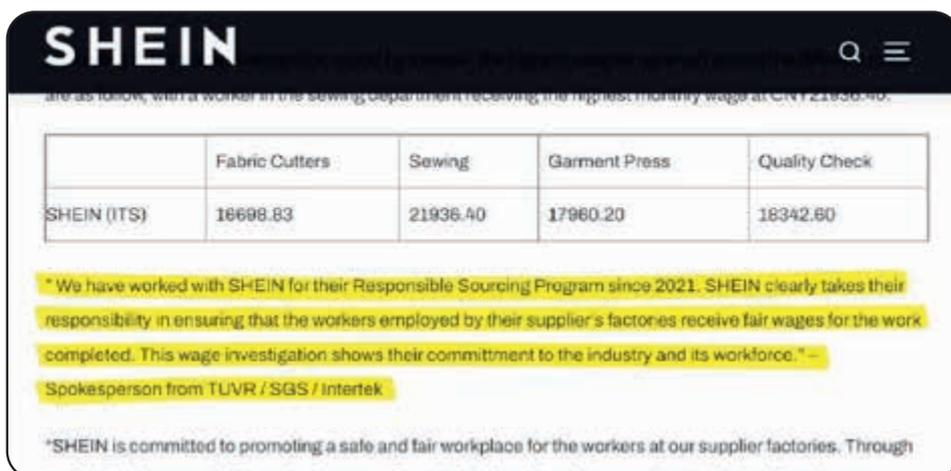
Citations et rapports de durabilité supprimés

C'est peut-être pour cette raison que l'éloge commun de Shein de la part des trois cabinets d'audit a été retiré du

site web du géant chinois. Ils y affirmaient : « Shein assume clairement sa responsabilité en veillant à ce que les employé-e-s des usines de ses fournisseurs reçoivent un salaire décent pour leur travail. » Cette citation a disparu du site début 2023, mais nous en avons gardé une capture d'écran (voir ci-dessous). Shein n'a pas voulu nous donner la raison de cette suppression. De son côté, TÜV Rheinland précise n'avoir « jamais fait ni approuvé une telle déclaration ». Comme SGS et Intertek, ce cabinet d'audit réalise chaque année des milliers d'enquêtes de ce type pour toutes sortes de clients. Il figure parmi les leaders de ce secteur qui est controversé pour trois principales raisons : les audits sociaux manquent de transparence ; ils ne détectent souvent pas suffisamment les problèmes réels dans les usines ; et ils peuvent servir de cache-misère, en particulier pour les entreprises de l'industrie textile.

Les deux précédents rapports de durabilité ont également été supprimés du site web de Shein. Le premier avait tout d'une réaction précipitée au scandale des 75 heures, tandis que le second, publié à la mi-2023, était déjà un peu plus détaillé, sans toutefois proposer de mesures concrètes pour remédier à l'énorme problème des heures supplémentaires, ni même en reconnaître l'existence. La raison de cette suppression invoquée par Shein : une « refonte » de la section correspondante sur son site web.

Mais revenons à Guangzhou. Selon certain-e-s employé-e-s, le nombre de caméras de surveillance a considérablement augmenté dans les usines et à leurs abords. Les images seraient transmises à Shein en temps réel afin de contrôler le respect des règles édictées par le groupe. Parmi ces règles figure l'interdiction du travail des enfants. Nous avons recueilli les témoignages pendant les vacances d'été et avons constaté dans les usines la présence d'enfants en bas âge et d'adolescent-e-s. Le baby-sitting était particulièrement fréquent dans les petits ateliers informels. Des jeunes, âgé-e-s de 14 ou 15 ans selon les estimations des enquêteurs et enquêtrices, effectuaient des travaux simples, comme l'emballage d'articles, ou s'essayaient à la machine à coudre sous la supervision de leurs parents, probablement pour apprendre leur



Cette prétendue citation a entre-temps été retirée du site web de Shein. (Capture d'écran du site de Shein)

Shein forced to remove Rolling Stones clothes range after deal terminated over fast-fashion labour scandal

Business

The fast-fashion retailer is no longer allowed to use the band's name and logo, after their record company accused it of poor working conditions in factories



Il lato oscuro del marchio "made in China" che fa impazzire le adolescenti

di Oliver Wurfel

L'Org Public Eye ha condotto una inchiesta approfondita su Shein, un marchio mondiale che sta sbaragliando marchi come H&M e Zara (Tribuna)

Beliebte App für Kinder

Das steckt hinter der Billigmode von Fashion-Gigant Shein

In China nähren Arbeiterinnen zwölf Stunden am Tag – für spottbillige und oft zweifelhafte Ware. Kunden werden mit extremen Marketingtricks angelockt.

BBC

Shein suppliers' workers doing 75-hour week, finds probe

By Lara Jervis, Business reporter, BBC News



Workers for some suppliers of the Chinese fashion giant Shein are doing excessive overtime, a non-governmental organisation has suggested.

Economie Publié le 17 novembre 2021 à 13:14

Public Eye révèle la face cachée du géant chinois de la mode Shein



En 2021, les médias du monde entier avaient relayé notre enquête et l'ont encore approfondie, ce qui a poussé Shein à se justifier.

métier. Il n'a pas été possible de savoir si un salaire leur était versé en contrepartie. En réponse à nos questions sur ce point, Shein souligne sa « tolérance zéro absolue » vis-à-vis du travail des enfants et promet de financer 25 crèches supplémentaires cette année. En 2023, le groupe aurait déjà permis l'ouverture de dix structures de ce type. Par ailleurs, Shein affirme ne pas avoir accès aux enregistrements des caméras de surveillance.

Risque d'incendie élevé et travaux de retouche non payés

L'interdiction officielle de fumer n'est par ailleurs pas mise en œuvre, comme nous avons pu le constater sur place. Des travailleurs et travailleuses fumaient dans les cages d'escalier et même à l'entrée des entrepôts de tissus. Le risque d'incendie est d'autant plus élevé que la plupart des produits et des chutes de tissus sont simplement empilés au sol. Selon les employé-e-s, lors des inspections sporadiques des usines, seules les installations et les voies d'évacuation sont contrôlées, mais pas le respect de l'interdiction de fumer.

Pour les couturières et couturiers, les contrôles de qualité apparemment stricts sont bien plus redoutés que ces inspections, ce qui est plutôt surprenant pour un fabricant de mode bon marché comme Shein. Quand le géant estime que la qualité n'est pas suffisante, cela peut coûter cher : un manager rapporte par exemple que, pour chaque lot défectueux, Shein « sanctionne » son

entreprise en supprimant une commande. Les fautifs ou fautives, qui peuvent facilement être identifié-e-s compte tenu du faible volume des commandes, doivent alors effectuer des travaux de retouche non rémunérés, comme nous l'avons appris lors des entretiens. « Qui-conque fait une erreur a la responsabilité de la corriger. Il faut résoudre le problème sur son propre temps de travail », explique un contremaître d'une cinquantaine d'années. L'une des personnes interrogées précise qu'en cas de négligence dans le contrôle des produits, une amende de 300 à 1000 yuans doit même être payée, en fonction de l'état du lot incriminé. Cette pratique doit accroître considérablement la pression à laquelle est déjà soumise la main-d'œuvre en raison du système de rémunération à la pièce.

Le modèle appliqué aux fournisseurs de Shein à Guangzhou semble être conçu pour les petites entreprises qui, traditionnellement, produisent plutôt pour le marché chinois. Le groupe attire ces producteurs lors de salons et sur un site web spécial qui précise notamment qu'une expérience dans l'export n'est pas nécessaire. Si, sur le marché chinois, la qualité des vêtements bon marché est en corrélation avec leur prix, Shein souhaite manifestement imposer des normes plus élevées pour l'international ; sans doute pour se débarrasser de la mauvaise réputation de ses produits. Mais un travail soigné demande du temps, ce qui devrait en conséquence conduire à une augmentation des prix d'achat versés aux fournisseurs. Les



À Guangzhou, une journée de travail ordinaire s'achève tard dans la nuit.

exigences de Shein ne sont pas seulement élevées pour les couturières et couturiers, mais aussi pour les autres prestataires de services : les photographes doivent par exemple être en mesure de photographier 70 à 80 styles par semaine, en 4 à 5 séances de 8 heures ; les stylistes doivent fournir plus de 20 créations exclusives par mois, et les graphistes doivent recolorer 90 photos par jour. Alors, pour quiconque se demande comment Shein parvient à lancer autant de nouveaux produits : la solution est le travail à la pièce, à tous les niveaux.

Un fondateur « disparu » et un chiffre d'affaires mystérieux

Shein baigne toujours dans l'opacité en ce qui concerne sa structure, ses bénéficiaires et ses propriétaires. Une présence dans plus de 150 pays, 19 bureaux avec 11 000 employé-e-s, des coopérations avec 4 600 stylistes et plus de 5 000 fournisseurs : voilà les seules informations que Shein publie sur son site web. Pour un groupe actif dans le monde entier, sur le point d'entrer en Bourse et censé valoir 45 milliards de dollars en janvier 2024 selon Bloomberg, ces quelques données sont bien maigres.

C'est pourquoi nous avons également mis à jour notre analyse de l'architecture complexe du groupe réalisée en 2021. Comme on s'y attendait à l'époque, Roadget Business à Singapour est devenue le cœur des affaires mondiales de Shein. Mais, selon les données du registre du commerce, cette entité est toujours détenue par Beauty of Fashion Investment. Il reste toutefois impossible de déterminer à qui appartient cette société enregistrée aux

îles Vierges britanniques. Selon le registre des lobbies des États-Unis, le fondateur de Shein, Xu Yangtian, détient une participation de 37 %, mais il est impossible de savoir si celle-ci concerne Beauty of Fashion ou une autre société offshore de la galaxie Shein.

Et puis, surprise : selon le registre du commerce de Singapour, Xu Yangtian, qui est toujours présenté comme CEO dans de nombreux médias, a déjà quitté le conseil d'administration de Roadget en mars 2023. Mais Shein n'a jamais expliqué publiquement ce retrait d'un personnage central. À la place du légendaire patron de Shein, ce sont désormais Leonard Lin Zhiming et la cofondatrice Gu Xiaoqing qui dirigent les principales filiales. Et celles-ci sont de plus en plus nombreuses, à l'image de Fashion Choice, créée en octobre 2021, par laquelle passent notamment les ventes suisses.

Les chiffres d'affaires de ce groupe complexe sont tout aussi nébuleux. Les rapports annuels des filiales que nous avons pu consulter montrent qu'en 2022, Shein a réalisé un chiffre d'affaires total de 13,8 milliards de dollars US sur ses trois principaux marchés, à savoir l'Union européenne, les États-Unis et le Royaume-Uni. Ce montant est nettement inférieur à l'estimation du chiffre d'affaires mondial pour cette même année (22,7 milliards), réalisée par le *Financial Times* sur la base d'une présentation confidentielle aux investisseurs. Le chiffre d'affaires de Shein est-il vraiment si élevé sur ses autres marchés ? Ou bien les chiffres sont-ils intentionnellement gonflés dans la perspective de l'introduction en Bourse à venir ? Selon des rapports datant de fin

février, cette introduction pourrait, contrairement à ce qui était prévu, avoir lieu non pas à Wall Street, mais à Londres.

Rapport d'activité en retard

Nous aurions aimé analyser le dernier rapport d'activité de la maison mère car celui-ci devrait également indiquer le chiffre d'affaires mondial du groupe. Roadget aurait dû tenir son assemblée générale l'été dernier et enregistrer officiellement ses chiffres pour 2022. Mais en juin 2023, l'entreprise a encore demandé que le délai soit prolongé de deux mois. La raison invoquée: «Les auditeurs ont besoin de plus de temps.» Six mois plus tard, toujours aucun document n'est inscrit au registre.

Des investisseurs qui ont le goût du risque

Cela ne semble pas déranger les investisseurs qui injectent des milliards dans l'expansion de Shein, comme nous le révèle une base de données d'entreprises chinoises. Selon celle-ci, les sociétés d'investissement en capital-risque Sequoia Capital, Tiger Global Management, General Atlantic, DST Global et Coatue Management, ainsi que le fonds souverain d'Abou Dhabi, Mubadala, ont alimenté le groupe à hauteur d'environ 3,5 milliards de dollars US depuis 2022. Citibank, Barclays et BNP Paribas ont par ailleurs récemment accordé à Shein des crédits d'un montant inconnu. Ces banques devraient donc figurer parmi les rares privilégiées à connaître les chiffres réels et la structure de Shein.

Des millions de bénéficiaires et des cadeaux fiscaux

Selon le rapport annuel 2021 de Roadget, les affaires de Shein ont eu le vent en poupe cette année-là. Malgré une marge commerciale de 15% relativement faible par rapport au reste du secteur, le groupe affichait un bénéfice avant impôts de 220 millions de dollars US. Et comme Singapour a gratifié le géant chinois d'une exonération fiscale de cinq ans pour l'installation de son siège social, son taux d'imposition effectif n'était que de 10,6%.

Le monde politique est en alerte mais n'agit pas (encore)

Au vu des heures supplémentaires toujours aussi excessives chez ses fournisseurs, ainsi que des autres éléments problématiques mis en lumière par notre nouvelle enquête, il semble clair que Shein n'assumera pas plus de responsabilité sociale sans pression extérieure. Une entrée en Bourse contraindrait-elle le groupe à devenir plus durable? Probablement pas. Les récents investissements de plusieurs milliards de dollars montrent qu'il existe encore suffisamment de bailleurs de fonds qui considèrent le modèle d'affaires de Shein comme une opportunité de profit et ne voient pas le greenwashing comme un risque. Mais ce sont les parlements et les gouvernements qui dis-



Le siège de Shein à Guangzhou.

posent du levier le plus efficace pour remédier aux dysfonctionnements constatés. Lors de l'enquête que nous avons menée en 2021, Shein était encore un phénomène assez récent. Mais trois ans plus tard, les autorités politiques ne peuvent plus ignorer les problèmes posés par le groupe, et ce d'autant plus quand on voit que Temu a entre-temps suivi les traces de Shein, avec une gamme encore plus large de produits à bas prix. Comme en témoignent diverses interventions en France, dans l'UE, aux États-Unis mais aussi en Suisse, les pouvoirs législatifs ont été alertés. Mais auront-ils le courage d'agir pour encadrer les géants de la mode éphémère? Et il ne suffira pas d'une simple «Lex Shein» pour tenir à distance la concurrence chinoise à bas prix dont le secteur de la mode subit déjà la pression. Car des changements en profondeur s'imposent pour que, dans l'industrie de la mode, plus personne ne doive travailler douze heures par jour pour coudre à la pièce des vêtements qui feront le tour du monde en avion avant de finir à la poubelle, à peine portés. ■



Lisez notre enquête et les réponses de Shein en ligne ici :

publiceye.ch/shein-2024



Nestlé ou les recettes d'un scandale mondial

Depuis des décennies, la multinationale au nid d'oisillons qui reçoivent la becquée est en mission sous couverture pour s'imposer comme leader de la nutrition infantile responsable. Nom de code : « Nestlé for Healthier Kids ». En bon papa universel, le géant agroalimentaire n'hésite jamais à dispenser ses recettes aux grandes personnes qui fixent les règles et décident ce que des millions d'enfants ont à manger. Mais de l'Inde au Brésil, en passant par le Bangladesh et le Sénégal, Nestlé a été pris en flagrant délit d'hypocrisie « pur sucre », assortie d'une vilaine dose de néocolonialisme.

GÉRALDINE VIRET

La nouvelle, révélée par Public Eye et le Réseau international d'action pour l'alimentation infantile (IBFAN), a fait les gros titres des médias à travers le monde : pour Nestlé, tous les bébés ne sont pas égaux. Et même si, selon son slogan, la multinationale de Vevey croit « en la force d'une bonne alimentation pour améliorer la qualité de vie de tous aujourd'hui, ainsi que celle des générations futures », les générations présentes et futures, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, ont du souci à se faire pour leur santé si Nestlé continue d'enfreindre les principes éducatifs (et éthiques) les plus élémentaires, en toute impunité.

Principe numéro 1 : « Ne te gave pas de sucreries ! »

Dans son programme « Nestlé for Healthier Kids » (Nestlé pour des enfants en meilleure santé), la firme se vante de

« promouvoir des habitudes alimentaires saines chez les enfants ». Mais cet engagement, qui n'est pas désintéressé, est aussi à géographie variable, comme l'a montré notre enquête « Comment Nestlé rend les bébés accros au sucre dans les pays à revenu plus faible », publiée en avril dernier. Car le géant agroalimentaire fidélise la clientèle dès le berceau, en la gavant discrètement de sucre dans ses principaux marchés en Afrique, en Asie et en Amérique latine, en contradiction flagrante avec les directives de l'Organisation mondiale de la Santé.

En Inde, par exemple, les bébés dès 6 mois doivent s'enfiler déjà près de 3 grammes de sucre ajouté par portion de Cerelac, des céréales infantiles promues comme saines par Nestlé. Les valeurs les plus élevées : environ 6 grammes par portion au Sénégal et 7,3 aux Philippines. Or, en Suisse et dans la plupart des marchés

européens, de tels produits sont fièrement estampillés « sans sucre ajouté ».

Reprises par de nombreux médias dans les pays concernés, ces révélations ont suscité une vague d'indignation. « Est-ce que la santé d'un enfant dans un pays moins développé ne compte pas ? », s'est insurgée Sneha Mordani, présentatrice du magazine d'actualité *India Today*, exprimant ainsi un sentiment partagé par beaucoup.

Sa question est centrale, d'autant que l'Inde fait partie des pays les plus frappés par l'épidémie d'obésité qui touche aujourd'hui plus d'un milliard de personnes dans le monde, selon une étude publiée en mars par la revue médicale britannique *The Lancet*. En 2022, environ 70 millions d'adultes en Inde souffraient d'obésité, et le nombre d'enfants et adolescent-e-s (entre 5 et 19 ans) concerné-e-s a explosé, pour atteindre 12,5 millions. Parmi les principales causes : l'offre croissante de produits (ultra) transformés, soit le cœur de métier de Nestlé et consorts, pour qui les marchés émergents représentent une formidable opportunité commerciale.

Reprises par de nombreux médias dans les pays concernés, ces révélations ont suscité une vague d'indignation. « Est-ce que la santé d'un enfant dans un pays moins développé ne compte pas ? », s'est insurgée Sneha Mordani, présentatrice du magazine d'actualité *India Today*.

« Une chose est claire », avertit Palki Sharma, une autre journaliste indienne qui a interpellé son gouvernement dans une vidéo publiée par le site d'actualité Firstpost : « On ne peut pas faire confiance aux multinationales pour nous protéger ! »

Après la publication de notre enquête, l'action de Nestlé India a fait une chute vertigineuse, à l'image de la confiance des consommateurs et consommatrices qui ont exprimé leur colère sur les réseaux sociaux, en Inde et dans d'autres pays. Au Sénégal, les appels au retrait du marché et au boycott des produits Nestlé se sont multipliés.

Face à la grogne publique, les autorités indiennes, bangladaises et nigérianes ont annoncé l'ouverture d'enquêtes. Aux Philippines, un porte-parole du ministère de la Santé a exprimé son soutien à l'adoption d'un projet de loi interdisant l'ajout de sucre dans les aliments pour bébés débattu au Sénat.

Principe numéro 2 : « Ne raconte pas de bobards ! »
À quelque 6300 kilomètres de New Delhi, dans la célèbre *War Room* de Nestlé à Vevey, que la RTS avait pu visiter

il y a neuf ans, les équipes spécialisées dans la gestion de crise sur internet (ou formulé plus positivement : la *Digital Acceleration Team*) ont dû voir les voyants rouges s'allumer sur leurs écrans.

Tout sucre et tout miel, Nestlé a alors poussé à fond la machine à bobards, n'hésitant pas à minimiser la dose et à invoquer des excuses farfelues pour faire oublier ce double standard injustifiable grâce à une pirouette argumentaire : « De légères variations dans les recettes d'un pays à l'autre dépendent de plusieurs facteurs, parmi lesquels les réglementations, les tendances des consommateurs et la disponibilité des ingrédients au niveau local, ce qui peut donner lieu à des offres de produits contenant moins ou aucun sucre ajouté. Cela ne compromet pas la valeur nutritionnelle de nos produits pour les nourrissons et les jeunes enfants. »

Pas de panique donc ! Même s'il y a pénurie de sucre en Suisse et dans tous les pays à revenu élevé, votre précieuse descendance aura tout ce qu'elle préfère et tout ce qu'il lui faut.

Face à ce type d'arguments, une question des plus gênantes s'impose : la présence ou l'absence de caca dans les bouteilles de Perrier et autres eaux minérales du groupe dépend-elle également des tendances des consommateurs et consommatrices ainsi que de la disponibilité de cet ingrédient au niveau local ? C'est bien ce que je pensais.

Principe numéro 3 : « Assume tes responsabilités ! »

C'est le principe de base, celui qu'on inculque à ses enfants dès qu'ils ont l'âge de raison. D'ailleurs, Nestlé elle-même se targue de privilégier les actes aux beaux discours, en se montrant proactive en matière de droits humains ou d'environnement. Et pourtant, une fois la multinationale prise la main dans le pot de miel, le mantra de ses fins stratèges en communication à Vevey semble tout droit tiré d'un vieux manuel de responsabilité sociale d'entreprise (RSE) : nous respectons les législations locales et les standards internationaux... Il faut dire qu'au vu des efforts de lobbying considérables déployés par la firme pour que ceux-ci restent faibles, ou faiblement appliqués, Nestlé ne va pas s'en priver.

Et de ce double standard inacceptable d'un point de vue éthique et de santé publique, qu'aucune réduction sélective et marginale ne saurait excuser ? Peut-être que ce petit témoignage en ligne, sous un article du *Washington Post*, donnera à Nestlé la motivation nécessaire pour assumer enfin ses responsabilités : « L'un de mes premiers souvenirs d'enfance, c'est ma mère me disant qu'on n'achète pas de produits Nestlé parce que cette entreprise a fait du mal à des mères et des bébés en Afrique subsaharienne. J'ai 50 ans. Rien n'a changé. » ■

BLOG Le regard d'Angela Mattli



Public Eye

Angela Mattli est membre de la direction de Public Eye et responsable du département thématique Matières premières, commerce et finance.

Les droits humains et l'environnement sacrifiés sur l'autel des sacro-saints accords de libre-échange

Avec l'Inde et le Mercosur, l'AELE a la possibilité de conclure cette année encore les deux accords de libre-échange les plus importants de ces dernières décennies. La Chine et la Suisse ont par ailleurs l'intention de réviser leur accord exclusif et de réduire encore les droits de douane. Cette nouvelle ère qui s'ouvre dans notre politique commerciale n'est pas tant le fruit du sens aigu des affaires dont la Suisse aime se targuer, mais elle est surtout due au fait que l'AELE et la Confédération font du dumping vis-à-vis des normes de l'UE et bafouent allègrement les normes en matière de droits humains et d'environnement pour se profiler comme de bons partenaires commerciaux.

Aux premières heures d'un dimanche gris de la mi-mars, le conseiller fédéral Guy Parmelin annonce aux médias avec tambour et trompette: «*We have a deal!*» Après un marathon de 16 ans de négociations, l'accord de libre-échange entre l'Association européenne de libre-échange (AELE) et l'Inde est enfin scellé, à la surprise générale. Car pendant longtemps, des doutes avaient plané sur la possibilité que l'AELE parvienne à se mettre d'accord avec l'Inde autour de la question de la protection des brevets. En imposant des conditions telles que l'exclusivité sur les données relatives aux essais cliniques et la prolongation de la protection des brevets, l'AELE avait défendu pendant des décennies les intérêts des groupes pharmaceutiques. Ces mesures auraient fortement retardé la production et la distribution de médicaments génériques tout en les rendant plus chers, avec de lourdes conséquences pour le droit humain à la santé. Après tout, ce n'est pas pour rien que l'industrie indienne des génériques est considérée comme la « pharmacie des pauvres ».

Pas question pour autant de sabrer le champagne en ce dimanche pluvieux. Car l'accord contient d'autres aspects problématiques qui vont au-delà des normes habituelles de l'OMC et qui visent à affaiblir systématiquement les clauses de protection de la santé publique, qui ont souvent fait grincer des dents du côté des groupes pharmaceutiques suisses. Pour pouvoir mettre en œuvre l'accord, l'Inde a rapidement adapté sa législation nationale et compliqué les possibilités juridiques de contester des brevets injustifiés ou abusifs. Anand Grover, ancien rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à la santé, craint que cela entraîne une énorme augmentation du prix des médicaments.

De plus, contrairement à l'UE (qui, comme le Royaume-Uni, n'est toujours pas parvenue à conclure un accord), l'AELE n'a pas réalisé au préalable une étude d'impact sur les droits humains. Le Conseil fédéral sape ainsi son intention, formulée dans sa stratégie de politique économique extérieure, d'« effectuer des évaluations scientifiques ciblées en amont des accords économiques importants ».

Un chapitre durabilité inoffensif

L'accord de libre-échange contient certes un chapitre sur la durabilité qui répond aux exigences de l'AELE, mais celui-ci est pour le moins décevant. Car les dispositions qu'il contient sont explicitement exclues de l'arbitrage prévu par l'accord. Elles se retrouvent donc juridiquement inapplicables: si elles ne sont pas respectées, la Suisse mise exclusivement sur des consultations. Sur ce point, l'UE va nettement plus loin: depuis 2022, elle a adopté dans ses accords commerciaux un mécanisme de sanctions pour certaines questions de durabilité telles que le changement climatique et les normes du travail.

Autre source de méfiance pour le monde politique et l'opinion publique: l'engagement des États de l'AELE à investir en Inde 100 milliards de dollars US et à créer 1 million d'emplois au cours des 15 prochaines années, mais ce sans que la moindre condition ne soit imposée en matière de durabilité. Ce deal est extrêmement problématique car l'accord signe ainsi un chèque en blanc qui permet des investissements sans qu'aucune condition ne doive être remplie. Reste aussi à savoir si le secteur privé réalisera bel et bien ces investissements: pour rappel, les États de l'AELE ne sont pas gérés selon les principes de l'économie planifiée.



© Peter Schneider/Keystone

Le conseiller fédéral Guy Parmelin et Christoph Mäder, président d'Économiesuisse (à droite), lors d'une conférence de presse sur l'accord de libre-échange AELE-Inde, le lundi 11 mars 2024, à Berne.

Le dumping comme stratégie de négociation

L'accord de libre-échange avec l'Inde est-il le fruit du sens aigu des affaires dont la Suisse aime se targuer? La question reste entière. Tout comme celle de savoir si ce sont ses chapitres de durabilité inoffensifs qui ont permis à l'AELE de devancer l'UE dans la course à l'accord. Ou s'agit-il d'un pur concours de circonstances? Loin de là.

L'AELE en pole position pour le Mercosur

Le dumping en matière de droits humains et de normes environnementales semble avoir le vent en poupe puisqu'on le retrouve également dans l'accord ressuscité avec le Mercosur. Longtemps crues presque mortes et enterrées, les négociations entre l'AELE et les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et Venezuela) reprennent de plus belle. Le ministre de l'Économie Guy Parmelin a même annoncé au WEF que cet important accord pourrait être conclu avant la fin de l'année. Là encore, l'AELE a su se glisser devant l'UE. Est-ce grâce au caractère non contraignant de son chapitre durabilité? On va encore nous dire qu'on voit le mal partout...

Le gros lot : la Chine

Et la Suisse continue d'accélérer dans la course folle aux accords de libre-échange, mais cette fois elle fait cavalier seul et ne se contente plus d'un rôle de copilote aux côtés de l'AELE. Le gros lot à décrocher pour le vainqueur : la

Chine. L'objectif est de moderniser l'accord de libre-échange qui fête cette année son dixième anniversaire. Concrètement, la Chine et la Suisse veulent étendre le texte aux domaines de la finance, de l'économie numérique et du développement vert, et réduire encore les droits de douane. Nous sommes le seul pays d'Europe continentale à disposer d'un accord avec l'empire du Milieu. Et celui-ci soulève des questions : contrairement aux accords avec l'Inde et au Mercosur, les droits humains n'y sont pas du tout mentionnés. L'attitude de l'UE est diamétralement opposée avec sa stratégie dite de « réduction des risques », qui vise à garantir la sécurité économique de l'Europe face à la Chine. En mars dernier, le Parlement européen a en outre adopté une interdiction d'importer des produits issus du travail forcé. Au printemps 2021, la problématique des droits humains des Ouïghour-e-s au Xinjiang avait déjà donné lieu à des sanctions contre la Chine. L'avenir nous dira si la Suisse ne se met pas hors jeu en matière de politique commerciale avec son opportunisme éhonté. Car ce que l'on a tendance à oublier, c'est sa dépendance vis-à-vis de l'UE, son principal partenaire commercial.



Si notre blog vous intéresse, vous pouvez vous abonner sur notre site internet : publiceye.ch/blog



Quand les entreprises font de la politique

Les multinationales utilisent leur pouvoir économique pour influencer la politique et servir leurs propres intérêts, souvent au détriment des droits humains et de l'environnement.

FLORIAN BLUMER

Plus le pouvoir des multinationales est concentré, plus le risque est grand qu'elles utilisent leur puissance économique pour contourner les processus démocratiques afin d'influer sur les décisions politiques et de façonner des conditions qui leur soient favorables. C'est notamment le cas en Suisse, où le nombre de multinationales est particulièrement élevé, où l'opacité règne et où la législation est arrangeante.

Ce phénomène, communément appelé « emprise des entreprises » ou « *corporate capture* », se présente sous diverses formes : légales ou illégales, ouvertes ou cachées, directes ou indirectes. Il concerne tous les niveaux et pouvoirs politiques : législatif, exécutif (administration comprise) et judiciaire, ainsi que les médias en tant que quatrième pouvoir.

Cette prise d'influence se fait souvent à l'abri des regards, et ce manque de transparence a un effet amplificateur : moins l'influence politique est perçue et pointée du doigt en tant que telle, plus elle peut se répandre sans entrave.

Les stratégies d'influence politique

Pour influencer les décisions politiques et promouvoir leurs intérêts, les multinationales ont recours à une multitude de stratégies différentes, qui se recoupent souvent ou s'imbriquent les unes dans les autres :

1. Lobbying direct par les entreprises
2. Lobbying indirect par le biais des associations professionnelles
3. Lobbying indirect via des partenariats entre l'État et le secteur privé
4. Principe des vases communicants, ou « *revolving door* » – passage de la fonction publique au secteur privé
5. Principe des vases communicants inversés – passage du secteur privé à la fonction publique

6. Contributions financières des entreprises à des personnalités, partis ou campagnes politiques
7. Influence sur les universités et la science, par exemple en finançant des filières ou des chaires
8. Influence des entreprises sur les discours publics portant sur des questions politiques
9. Influence sur le système juridique, par exemple par le lobbying auprès des autorités judiciaires
10. « *Astroturfing* », ou contrefaçon d'opinion – des organisations prétendument à but non lucratif mènent des campagnes au nom de multinationales.

Cette liste s'inspire du rapport des Nations Unies publié à ce sujet en juillet 2022. Vous trouverez un aperçu détaillé, assorti d'exemples et de contributions de Public Eye sur le sujet, en utilisant le code QR ou en suivant le lien présenté en fin d'article.

Un danger pour l'intérêt général et la démocratie

L'influence croissante que les entreprises exercent sur le monde politique menace l'intérêt général et la démocratie à plusieurs niveaux.

- À court terme, les intérêts d'une entreprise ou d'un secteur s'imposent au détriment de l'intérêt général.
- À moyen terme, l'emprise des entreprises consolide et renforce les rapports de force asymétriques entre les groupes sociaux.
- À long terme, l'emprise des entreprises peut saper la légitimité des structures et systèmes démocratiques ainsi que la confiance envers les décisionnaires politiques et les institutions publiques.



Pour plus d'infos sur l'emprise des entreprises :

publiceye.ch/emprise-entreprise



L'écosystème de la suie décortiqué par Adrià Budry Carbó

Adrià Budry Carbó, enquêteur matières premières chez Public Eye, s'intéresse au charbon depuis plusieurs années déjà. Parti sur sa trace en Australie, en Afrique du Sud et en Indonésie, il a pu documenter les conséquences de ce commerce climaticide sur les populations locales et l'environnement. Il est également le coauteur du rapport « La Suisse sur sa montagne de charbon » publié en 2022.

Il ne s'est pas arrêté là et publie aujourd'hui un livre aux éditions Savoir Suisse, *La Suisse sur des charbons ardents*. Un récit historiographique qui raconte comment les groupes miniers et les négociants ont su profiter des crises et prospérer grâce au climat favorable de la place financière helvétique. Il propose une plongée dans les archives fédérales pour comprendre comment la Suisse est devenue le pays du charbon, depuis les temps de l'Apartheid jusqu'à l'invasion de l'Ukraine.

Le Roi charbon a-t-il encore de belles années devant lui ? Cet ouvrage livre des clés d'analyse essentielles sur ce secteur et expose la responsabilité de la Suisse, invitant les autorités à agir pour reléguer la plus polluante des énergies fossiles aux livres d'histoire. ■

Le Conseil national rejette définitivement l'échappatoire fiscale pour les négociants en matières premières

Après le Conseil des États, le Conseil national a rejeté par une grande majorité l'introduction de la taxe au tonnage. Cet allègement fiscal pour les compagnies maritimes aurait surtout profité aux négociants en matières premières. Avec un total de 2200 pétroliers, vraquiers et porte-conteneurs, ils sont les véritables compagnies maritimes de notre pays. S'il n'en tenait qu'au Conseil fédéral, les compagnies maritimes suisses auraient dû bénéficier d'énormes allègements fiscaux. La taxe au tonnage visait à ne plus imposer les compagnies maritimes sur la base de leurs bénéfices ou de leurs pertes, comme c'est le cas habituellement, mais sur une base forfaitaire, en fonction du volume de fret – ou tonnage – de leurs navires. En 2019, l'OCDE a estimé que ses pays membres qui appliquaient une telle taxe perdaient en moyenne 1 milliard d'euros par an à cause de cette subvention. En décembre 2022, le Conseil national avait encore approuvé le projet du Conseil fédéral et y avait même inclus le secteur des croisières. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil des États (CER-E) s'est toutefois montrée moins convaincue lors de ses séances, en raison notamment de l'incapacité du Conseil fédéral à chiffrer les conséquences financières de la taxe au tonnage. Public Eye et Alliance Sud avaient aussi porté ces critiques à l'attention des commissions parlementaires. Le Conseil fédéral n'est pas non plus parvenu à fournir de chiffres officiels sur le secteur maritime et s'est contenté des chiffres dépassés de l'association professionnelle de la branche, qui se basaient sur un total de 900 bateaux. Ce n'est qu'en janvier 2024, grâce aux recherches menées par Public Eye, que les chiffres réels de la taille de la flotte des compagnies maritimes et négociants en matières premières suisses ont pu être calculés. Avec 3600 bateaux, le total est quatre fois plus élevé que celui annoncé par la branche. Et qui dit plus de navires dit aussi plus de possibilités de transférer les bénéfices. La CER du Conseil des États a aussi jugé cela trop problématique. Celle-ci a proposé à son conseil en février de ne pas entrer en matière sur le projet de loi. Le Conseil des États a suivi cette recommandation et a critiqué le manque de clarté concernant les conséquences financières du projet. Ce bras de fer politique a donné suite à des années de lobbying de la part du secteur. Comme l'ont révélé *Reflekt* en février, et le *Blick* en mars, les associations professionnelles STSA (aujourd'hui Suisssenégoce) et Swiss Shipowners Association, ainsi que le plus grand armateur du monde, MSC, entretenaient des contacts étroits avec l'Administration fédérale des contributions (AFC). D'importantes parties du projet de loi auraient été rédigées presque à l'identique par la branche. Après ces révélations, la CER du Conseil national a aussi proposé à son conseil, en avril, de ne pas entrer en matière sur le projet de loi. Après le non du Conseil national, ce dossier anticonstitutionnel et délicat en termes de politique financière n'est plus d'actualité. Mais le rôle peu glorieux de l'AFC doit encore être examiné au moyen d'une enquête de la Commission de gestion. ■

